

L'interminable  
crise algérienne

# Relations

société politique religion

NUMÉRO 680  
NOVEMBRE 2002

**Que résiste  
la langue!**

Entre mépris et méprise  
Parlez-vous français?

**Controverse**  
Faut-il craindre  
le *politically*  
*correct*?



ARTISTE INVITÉ :  
MARC GARNEAU

4,95 \$



*JB*

9 770034 378000

NUMÉRO 680, OCTOBRE-NOVEMBRE 2002

## 4 actualités

### Horizons

- 9 IL SUFFIT D'UN JUSTE  
JEAN-MARC BIRON

### ailleurs

- 24 L'INTERMINABLE CRISE ALGÉRIENNE  
ADDI LAHOUARI

### Controverse

- 26 FAUT-IL CRAINDRE  
LE *POLITICALLY CORRECT*?  
BENOÎT LEBLANC ET FRANCIS DUPUIS-DÉRI

## 28 en bref

### regard

- 29 LE GRAND BONHEUR D'EXISTER  
FRANCINE TARDIF

- 32 LE SILENCE DES ÉLUS  
GUY DUFRESNE

### siLLONS

- 36 CIEL, ARBRE, OISEAU  
HÉLÈNE DORION

## 38 multImédias

## 40 Livres

COUVERTURE : MARC GARNEAU, *LE NÉANT*, TECHNIQUES MIXTES  
SUR PAPIER BRÛLÉ, 62 X 80 CM, 2001

## DOSSIER

### 10 QUE RÉSISTE LA LANGUE!

La langue est une matrice de résistance face à l'homogénéisation du monde. Pourtant, nous la rabaissons, bien souvent, au rang de simple outil technique, de moyen de communication qu'il faudrait simplifier au maximum. Or la langue est porteuse d'une culture, d'une pensée et d'une histoire dans lesquelles elle s'est forgée. Elle nourrit notre identité, mais à condition d'évoluer afin de garder l'avenir ouvert.

### 12 ENTRE MÉPRIS ET MÉPRISE

Entrevue avec Chantal Bouchard  
JEAN-CLAUDE RAVET

### 14 TU TOURNERAS TA LANGUE

MADELEINE GAGNON

### 16 LA VOIE D'UN NOUVEAU MONDE

GERARDO ATQUEL

### 17 PARLEZ-VOUS FRANÇAIS?

MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE

### 18 L'INNU : L'AUTRE COMBAT LINGUISTIQUE

MARCELLINE KANAPÉ

## ARTISTE INVITÉ

Au cours des dernières années, le peintre montréalais **Marc Garneau** s'est adjoint l'apport d'un nouvel allié, le feu. Sa production, qui utilise principalement des pièces de bois aggloméré, intègre également la toile, le métal, le papier, matériaux qui établissent une première relation avec le noir de fumée et le charbon. La présence du dessin et des autres couleurs intervient d'une façon complexe avant et après que la surface ait assimilé les effets du feu. La fusion du feu et de la peinture atteste d'une tradition venue des origines de la représentation en même temps qu'elle puise dans un imaginaire collectif et individuel toujours actuel.

## Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

### BUREAUX

25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél. : (514) 387-2541  
télé. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca

### DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

### RÉDACTEUR EN CHEF

Jean Pichette

### RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Anne-Marie Aitken

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Jean-Claude Ravet

### DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

### ILLUSTRATIONS

Elmyna Bouchard,  
Garlotte,  
Lino (ecco\_lino@hotmail.com).

### RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

### IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

### COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,  
Céline Dubé, Guy Dufresne, Élisabeth  
Garant, Joseph Giguère, Fernand  
Jutras, Nicole Laurin, Guy Paiement

### COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique  
Boisvert, René Boudreault,  
Marc Chabot, Héliène Dorion,  
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie,  
Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont  
répertoriés dans *Repère* et dans  
*l'Index de périodiques canadiens*,  
publication de Info Globe.  
Dépôt légal, Bibliothèque nationale  
du Québec.

### ABONNEMENTS

Héliène Desmarais  
8 numéros (un an) : 30 \$  
(taxes incluses)  
Deux ans : 55 \$ (taxes incluses)  
À l'étranger : 35 \$ Étudiants : 25 \$

TPS : R119003952  
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du  
gouvernement du Canada, par l'entremise  
du Programme d'aide aux publications  
(PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781  
Envoi de Poste-publication  
Enregistrement n° 09261

## L'arme des mots

La Maison-Blanche aime se présenter comme la gardienne de la démocratie. Aussi George W. Bush estime-t-il justifiées d'éventuelles frappes « préventives » contre les pays soupçonnés de menacer l'Amérique. Les grandes batailles du XX<sup>e</sup> siècle ayant été couronnées, dit-il, par la victoire de « la liberté contre le totalitarisme », il croit que le temps est venu pour les États-Unis de donner la liberté au monde entier. Une liberté qu'il conçoit cependant de façon très étroite : « Nous allons travailler activement pour apporter l'espoir de la démocratie, du développement, du libre-marché et du libre-échange partout sur la planète » (*The National Security Strategy of the United States of America*, 17 septembre 2002, texte disponible sur le site Internet de la Maison-Blanche).

cette perspective, a peu ou rien à voir avec le politique : elle s'identifie simplement au capitalisme contemporain – qu'on aime présenter comme l'espace du libre-marché, même si l'existence d'énormes oligopoles suffit à montrer le caractère mensonger de ce discours. Le seul droit légitime sur la scène internationale étant aux yeux des dirigeants américains celui qui consacre la puissance de l'empire, il apparaît alors « normal » qu'il se déploie par la force.

On taxe d'anti-américains ceux et celles qui osent questionner la politique de puissance des États-Unis. Il ne s'agit pourtant pas de s'opposer à la population étatsunienne mais de combattre une logique sociétale tendant à substituer le pouvoir de l'efficace à celui de la parole. En 1983, dans ses *Trois essais sur l'insignifiance*, Pierre Vadeboncoeur écrivait : « L'Amérique distance le verbe à chaque minute. Toute l'attention est prise par le fait, et l'homme attend sans arrêt ce langage de mitrailleuse. Cette crépitation fait le sens, qui est évacuation du sens. » Le diagnostic demeure. Effrayant. La démocratie étouffe sans la parole, qui n'a rien à voir avec la langue de bois.

Quant à nous, à *Relations*, nous refusons cette politique de puissance. Nous lui préférons la puissance de la représentation, sans laquelle il n'est d'autre monde qui se puisse imaginer. Dans cette optique, depuis tout près de trois ans, j'ai insisté, à titre de rédacteur en chef de la revue, sur la nécessité d'ouvrir les horizons de pensée. Certains ont cru voir là un virage théorique de la part de la revue. Erreur. À une époque où le « fait » tend à étouffer la réflexion, la résistance passe d'abord par la lutte contre le prêt-à-penser. Pas d'abord pour apporter des réponses, mais pour garder ouvert l'espace de la question, du « pourquoi? », ce lieu hors duquel les certitudes détruisent la vie.

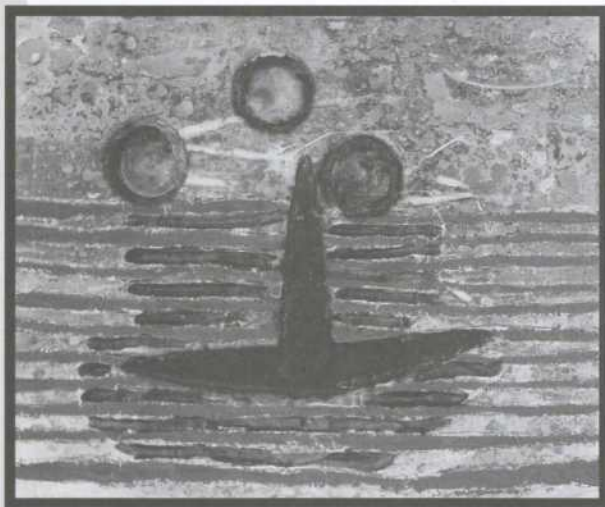
Le temps est maintenant venu pour moi de quitter *Relations*. D'autres veil-

leront à ce que la revue continue de jouer son rôle d'empêcheuse-de-penser-en-rond. Je demeure un ami de la revue et reste confiant qu'elle continuera à déranger la société québécoise, qui en a bien besoin. Je remercie la Compagnie de Jésus pour la confiance qu'elle m'a accordée et pour le courage dont elle a fait preuve en nommant un agnostique à la tête de la revue. J'ose espérer que le dialogue entre croyants et incroyants que cela a permis de nourrir puisse trouver un écho plus large dans notre société, afin qu'elle dépasse enfin les stériles guerres de tranchées qui tendent trop souvent à évacuer les questions de sens de l'espace public.

Je remercie les membres du comité de rédaction de la revue, qui contribuent à en faire cette agora appréciée de ses lecteurs. Je garderai un merveilleux souvenir des innombrables collaborateurs de la revue : sans leur apport, ce miracle mensuel qu'est *Relations* n'existerait pas. Je tiens à remercier tout particulièrement mes deux collègues de l'équipe permanente de la revue, Anne-Marie Aitken et Jean-Claude Ravet : j'espère qu'ils seront d'accord avec moi pour dire que nous avons réussi ensemble à conjuguer travail, plaisir et réflexion. Je remercie Hélène Desmarais, notre fidèle et efficace secrétaire, et Mathilde Hébert, notre directrice artistique, qui a su prouver qu'une revue pouvait être sérieuse et respirer la beauté.

Mon départ de la revue coïncide avec le décès de Francine Tardif, ma grande amie, que j'ai eu la chance de connaître grâce à *Relations*. Après avoir su me faire apprécier la revue, Francine m'avait convaincu d'en assumer la direction. Je lui devais déjà beaucoup : je lui dois en plus cette belle aventure, que nous aurons partagée jusqu'à la fin. Je ne l'oublierai jamais.

**JEAN PICHETTE**



MARC GARNEAU,  
LES HORIZONS,  
TECHNIQUES MIXTES  
SUR BOIS, 30 X  
35,5 CM, 2001

Ainsi va la démocratie pour George W. Bush et ses acolytes néo-conservateurs. La liberté y est l'apanage du propriétaire, ce consommateur, investisseur ou travailleur qui refuse de la dilapider dans l'exercice de la détermination collective et réfléchie des règles du vivre-ensemble. La démocratie, dans

# La « dynamite potentielle » de Monsieur

Les critiques récentes à l'égard du projet d'entente avec les Innus illustrent une ignorance de l'histoire sur laquelle ne peut se construire l'avenir du Québec



L'AUTEUR EST  
ANTHROPOLOGUE

RÉMI SAVARD

Le projet d'entente conclu le printemps dernier entre le gouvernement québécois et des communautés innues a reçu à la fin de l'été un croc-en-jambe inattendu. Après que des communautés innues n'ayant pas participé au projet aient manifesté un certain intérêt à son égard, sans pour autant en accepter tous les détails, *La Presse* a publié le 28 août une déclaration de Jacques Parizeau sous le titre « Une dynamite potentielle ». Dès le lendemain, dans la page Idées du *Devoir*, le négociateur du Québec, Louis Bernard, mettait facilement le doigt sur les « multiples inexactitudes » de cette déclaration, et « surtout [sur les] silences qui en invalident les conclusions ». Par la suite, à la radio et à la télévision, il s'est adonné à une pédagogie que les deux paliers de gouvernement sont inexcusables de ne pas avoir amorcée il y a déjà un quart de siècle. Comment expliquer un tel manque de rigueur de la part de l'ancien premier ministre?

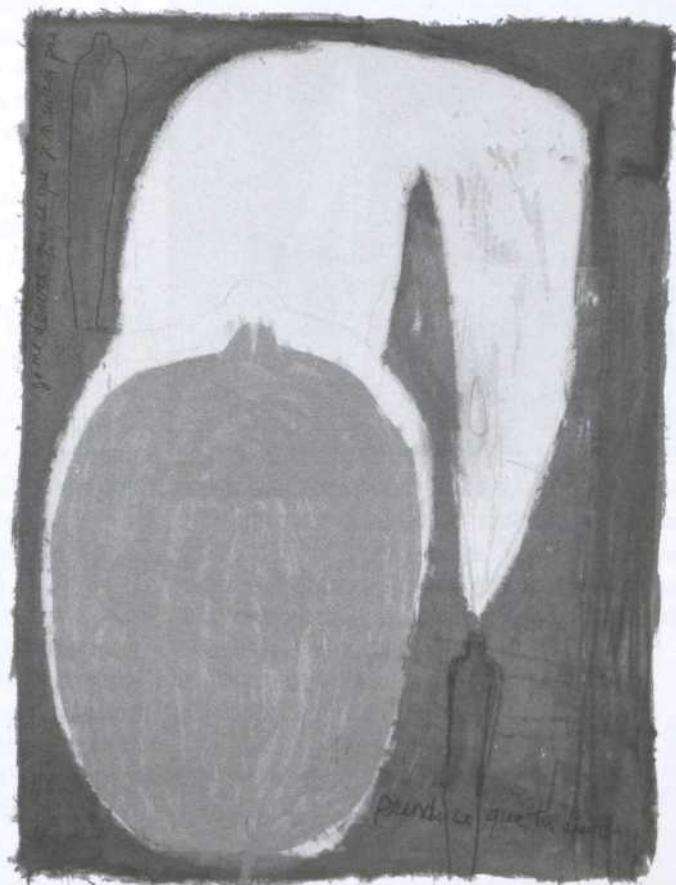
Ces « inexactitudes » et ces « silences » tiennent à une ignorance de l'histoire du développement de l'État canadien au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte de ses relations avec la Couronne britannique, les peuples autochtones et la république alors toute nouvelle de nos voisins du Sud. Après 1760, les Britanniques avaient cru nécessaire de maintenir la politique française de relations diplomatiques et d'échanges d'ambassadeurs avec les peuples de la vallée du Saint-Laurent et plus tard avec ceux des Grands Lacs. La crainte que la montée du sentiment révolutionnaire en Nouvelle-Angleterre ne vienne emporter l'ancienne colonie française perpétua la dynamique

de concurrence coloniale en Amérique du Nord. Cette situation se modifia, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, quand la fourrure céda au bois la place qu'elle avait toujours occupée au premier rang des exportations canadiennes et que les relations s'améliorèrent entre Londres et Washington, au terme du conflit de 1812. Ainsi s'évaluait la pertinence commerciale et militaire d'un partenariat de plus de deux siècles avec les peuples autochtones.

Ce qui amena les autorités canadiennes à concevoir un plan devant conduire à la cession des droits territoriaux et à l'assimilation de leurs ex-détenteurs, réunis à cette fin dans des chambres de

décompression appelées « réserves », dont l'existence ne devait guère dépasser la durée de transformation des bénéficiaires en sujets normaux de Sa Majesté. Par la suite, les promoteurs du Canada se sont enrichis à même les terres extorquées à ces peuples, alors qu'une explosion démographique se préparait à l'intérieur de réserves dont la superficie demeurait à peu près inchangée. D'où le gâchis étalé au grand jour, en 1996, par le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones.

Or la sortie de Jacques Parizeau montre qu'il n'a jamais envisagé beaucoup plus que la cession complète et définitive des droits territoriaux, ainsi que l'imposition d'une certaine autonomie administrative limitée à « l'enseignement primaire et secondaire, par exemple », une sorte de grosse commission scolaire dotée d'à peine plus de pouvoirs que les



LINO, *PRENDS CE  
QUE TU DÉSIRES*, 2002

# Individualistes, les jeunes?

## Le fait d'ignorer ou de stigmatiser la jeunesse contestatrice représente un véritable cadeau pour Mario Dumont

conseils de bande conçus jadis par le législateur canadien. Mais le plus pitoyable fut de l'entendre déclarer ce 28 août, au journal télévisé, qu'il n'arrivait pas à comprendre l'intérêt d'une telle entente pour le Québec. Bref, il s'avouait incapable d'imaginer d'autres voies que celles dont nous constatons l'échec évident depuis deux décennies. Force est donc de constater qu'au chapitre des relations avec les Autochtones, dont il fut responsable en tant que premier ministre, ses connaissances historiques ne vont pas au-delà du silence imposé sur ce dossier par notre système d'enseignement depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Chez ceux qui n'ont pas pris connaissance des recherches historiographiques et des rapports des Nations unies sur le sujet depuis une vingtaine d'années – et ils sont nombreux – les propos de Jacques Parizeau peuvent trouver un écho favorable. Comment soupçonneraient-ils que la mise en œuvre de ceux-ci consisterait à transmettre à leurs descendants une situation pire que celle dont notre génération a hérité? Mais de la part d'un ex-premier ministre, il s'agit d'un acte plus grave encore que celui de léguer aux générations futures une dette publique exagérée. Celles-ci auraient le droit d'être très sévères à notre égard si nous devons suivre les conseils de Monsieur Parizeau.

Nous ne pouvons construire l'avenir du Québec sur la base de l'ignorance de son histoire. Un sérieux devoir de mémoire s'impose de toute urgence à la classe politique. Jacques Parizeau est loin d'être le seul en cause, mais on se serait attendu à plus de rigueur de la part de quelqu'un qui semble vouloir se donner le rôle de chien de garde de la pensée souverainiste. La démarche de Louis Bernard et de ceux qui l'ont mandaté permet d'espérer que le réalisme et la justice pourraient être en voie de faire leur entrée dans nos relations avec les premiers peuples de ce coin de terre. ●

LOUISE BOIVIN

La victoire de l'ADQ dans trois comtés aux élections partielles de juin, ainsi que les propos de la ministre Rita Dionne-Marsolais stipulant que Mario Dumont est le reflet d'une génération individualiste – dont elle s'est excusée peu après – ont suscité un débat tronqué dans les médias. L'association de l'individualisme tantôt aux babyboomers, tantôt à leurs enfants est portée par des membres de l'élite des deux générations. Elle nourrit l'engouement pour Mario Dumont, qui prétend incarner le changement en stimulant une attitude réactive plutôt que réflexive.

Derrière la scène de ce spectacle futile existe pourtant bel et bien une jeunesse mobilisée et fort engagée politiquement, dans un sens totalement opposé à celui que prône Dumont. Cette jeunesse-là n'est pas entendue, pas même par les babyboomers qui ne nient pas leurs convictions de gauche. Ce désert est un terreau pour la droite.

L'attribution des effets de transformations sociales et politiques à l'attitude d'une génération ou d'une autre voile les vrais enjeux de pouvoir. Par exemple, dans un éditorial de *La Presse* du 1<sup>er</sup> juin, la jeune journaliste Katia Gagnon demande : « Quel marché du travail a légué en héritage cette génération solidaire à ceux qui ont suivi? ». Comme si la précarisation du travail n'était pas issue des stratégies concertées des patrons (jeunes ou non), relayées par l'État!

Le 11 juin, une « Lettre à la génération de l'individualisme », publiée dans la page Idées du *Devoir*, écrite par Suzanne et Pierre-André Julien, parle entre autres d'une jeunesse inconsciente qui reçoit des bourses qui « permettent même à un très grand nombre d'arriver en auto à l'école ».

Une affirmation qui méconnaît totalement la réalité de l'endettement étudiant, alors que les frais de scolarité universitaires ont triplé au Québec de 1990 à 1995 – ce qui n'est pas sans lien avec l'augmentation de 557 % du taux de faillites étudiantes personnelles entre 1990 et 1997 (*Le Soleil*, 13 octobre 1998).

Il existe une jeunesse, dont Mario Dumont représente l'antithèse, qui a envoyé des messages politiques significatifs à des moments importants depuis sept ans au Québec. C'est la jeunesse qui a appris des leçons de politique en accéléré pendant le Sommet socio-économique d'octobre 1996 et après. Alors que l'État réunissait ses partenaires patronaux, syndicaux, étudiants, communautaires et féministes pour un dialogue autour de « compromis » associés au « modèle québécois », comme la lutte au déficit et la lutte à la pauvreté par l'intégration au travail (précaire, selon les besoins du marché), une partie de cette jeunesse-là se trouvait ailleurs : elle menait des grèves dans une quarantaine de Cégeps du Québec, à l'initiative du Mouvement pour le droit à l'éducation, et affirmait une option pour la lutte en opposition à la stratégie de partenariat acceptée par le reste du mouvement social. Elle a obtenu le gel des frais de scolarité du gouvernement et forcé la direction des fédérations nationales étudiantes à quitter le Sommet.

Au Sommet de la jeunesse de février 2000, les mêmes regroupements de partenaires sociaux venaient encore avaliser un consensus, mais cette fois... pour la jeunesse! Plusieurs « jeunes » sélectionnés pour faire mousser l'événement portaient haut et fort le discours sur les rapports intergénérationnels d'oppression. Bien utile quand, au nom des jeunes et des futures générations, l'État réduit les programmes sociaux



L'AUTEURE EST  
ÉTUDIANTE AU DOCTORAT  
EN SOCIOLOGIE  
À MONTRÉAL



sous couvert de lutte au déficit et précarise le travail sous couvert de création d'emplois pour les jeunes. Certains de ces jeunes ont obtenu de bons postes dans l'appareil politique peu après. Dehors, une autre jeunesse (quelque 2000 personnes) manifestait son désaccord, au point d'obliger l'annulation de la soirée d'ouverture du Sommet de la jeunesse (acte politique réduit par les médias à l'appellation péjorative d'« émeute »). Au jour le jour, hors du champ médiatique, cette jeunesse continue à résister à la marchandisation de l'éducation, de l'environnement et de la culture, et... à l'organisation sur des bases hiérarchiques.

Puis vint le Sommet des Amériques, où une partie de la jeunesse affirma une position de rejet total de la ZLEA et refusa de suivre la manifestation des regroupements

syndicaux et des organisations non gouvernementales, dont le scénario non dérangeant avait été négocié entre la direction de la FTQ et le gouvernement canadien (Dimanche Magazine, reportages de Pierre Duchesne, 22-29 avril 2001). Cette jeunesse s'organisa sur des bases autonomes et anticapitalistes, à l'appel de la CLAC et de CASA, en lien avec celle d'autres régions des Amériques partageant sa critique. Plusieurs regroupements sociaux québécois ont préféré stigmatiser cette jeunesse et son message politique, avant, pendant et après le Sommet : il s'agissait, aimait-on dire, de « groupuscules violents », de « casseurs » ou de « dangereux extrémistes »...

La table était mise pour la criminalisation de cette jeunesse, allergique à Mario Dumont et première cible des arrestations massives lors des manifestations après avril 2001. Dans la vague du

délire sécuritaire qui a suivi le 11 septembre, les jeunes militantes et militants québécois d'origine immigrante sont particulièrement harcelés par la police et les services de renseignements canadiens et américains.

Oui, il y a encore une jeunesse qui s'engage politiquement pour la justice sociale et elle est critique face à la gauche traditionnelle. Elle est multiculturelle et internationaliste. Elle a ses côtés dogmatiques, comme tout le monde, mais elle a surtout la force de dénoncer une certaine complaisance vis-à-vis des stratégies politiques et des choix de société sans avenir. L'écoute et l'échange vaudraient mieux que la stigmatisation ou l'indifférence. ●

## Un autre regard sur l'Afrique

Le cinéma africain, enfin pleinement reconnu au FFM, témoigne de la diversité du continent et d'un dynamisme que les médias ont tendance à oublier

CAROLINE GIGUÈRE

L'AUTEURE EST  
ÉTUDIANTE EN LITTÉ-  
RATURE AFRICAINE

Dans le cadre de sa XXVI<sup>e</sup> édition, le Festival des Films du Monde de Montréal s'est doté cette année d'une section « Horizons africains », offrant ainsi un précieux lieu de diffusion à un cinéma qui, autrement, traverse difficilement l'océan. Bien que les médias aient peu souligné l'événement, pas

moins de 16 films (documentaires, courts et longs métrages confondus) ont tenu l'affiche du 22 août au 2 septembre. Ce volet tardif du FFM vient s'ajouter à ceux déjà consacrés au cinéma d'Amérique latine et, chaque année, à un cinéma national.

Le cinéma africain émerge ainsi de la catégorie floue du « Cinéma du monde », dans laquelle les films du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne se mêlaient auparavant.

Le festival Vues d'Afrique, qui présentait en mai dernier ses XVIII<sup>e</sup> Journées africaines et créoles, a beaucoup contribué à la mise en valeur des cultures africaines sur la scène montréalaise. Si l'organisme a eu pendant presque deux décennies le triste monopole de la diffusion montréalaise

du septième art africain, on ne peut que se réjouir d'assister aujourd'hui à une reconnaissance de ce travail au sein d'un festival international de cinéma. Cet élargissement de la diffusion permet non seulement un meilleur accès aux œuvres,



mais démontre aussi qu'elles sont maintenant d'abord reconnues en fonction du champ artistique qui leur est propre (le cinéma) plutôt qu'en regard de leur lieu d'ancrage (l'Afrique). Il s'agit d'un passage subtil, mais qui en dit long sur la place croissante que prend peu à peu le continent africain sur nos scènes culturelles.

Mais qu'en est-il au juste de ce lieu d'ancrage? Certes, cette catégorie « Horizons africains » offre une plus grande visibilité aux films émergeant de ce con-



minent, mais il va sans dire qu'elle recèle une diversité qui est souvent occultée lorsqu'on parle de l'Afrique comme d'un tout homogène. Ainsi, les petits « s » du titre donné à la catégorie rappellent que l'Afrique est plurielle. De l'Algérie à



l'Afrique du Sud, il y a des mondes : voilà le premier constat qui pourrait se dégager d'un tel amalgame de films provenant de lieux et de cultures parfois très différents. Et si la création d'un tel volet au FFM n'avait servi qu'à faire un peu de lumière sur ce fait, ce serait déjà un grand pas en avant dans notre perception de ce qu'on appelle encore parfois le « continent noir ».

Malgré cette pluralité incontournable, il est possible de faire des rapprochements thématiques entre ces 16 films pour voir émerger certaines préoccupations communes. C'est le cas de la question des douloureux passés coloniaux et de leurs répercussions encore bien actuelles, qui revient le plus crûment dans des films comme *La lenteur de la lumière* (Mozambique) et *My Land, my Life* (Afrique du Sud/Zimbabwe). Dans le prolongement de cette histoire d'inégalités mondiales viennent *Le pacte de Bamako* (Mali) et *Femi Kuti, What's going on?* (France), deux documentaires traitant de regards africains sur la mondialisation, mais aussi des fictions mettant en scène l'immigration et la problématique des réfugiés : *Paris selon Moussa* (France/Guinée) et *Anansi* (Allemagne). Trois longs métrages d'Afrique du Nord questionnent, de façons très différentes, la place de la femme : *L'attente des femmes* (France/Algérie) donne à voir l'enfermement de trois co-épouses soumises à la volonté folle d'un mari tout puissant, alors que deux co-productions Tunisie/France (*Satin rouge* qui a reçu le prix du meilleur film africain et *Le chant*

*de la Noria*) présentent des femmes pleines de vitalité et de sensualité en quête d'épanouissement.

De façon plus générale, on peut voir se dégager de certaines composantes filmiques – comme la construction identitaire des personnages, le choix des lieux et des périodes historiques – une certaine volonté de mettre fin aux dichotomies réductrices : Blancs/Noirs, Nord/Sud, modernité/tradition... Ce trait commun s'illustre à travers les problématiques récurrentes du métissage, de la migration, de la prise en compte d'un héritage qui aide à résoudre des problèmes modernes. Loin des images stéréotypées d'une Afrique qui ne fait qu'agoniser, ce désir de relever les défis du présent malgré leurs difficultés ren-



voie à un aspect dynamique et créateur que les médias de masse « oublient » fréquemment. Un panorama chargé, certes, mais dont le plus grand mérite est justement de ne pas niveler la diversité et la complexité d'univers auxquels nous n'avons souvent accès qu'en surface. De quoi donner l'envie de dépasser les frontières ou d'enlever ses œillères pour aller à la rencontre de tous ces horizons. ●



## Fantôme sur la ville...

### Peut-on conscrire les résidents de Murdochville dans une ville qui se meurt?

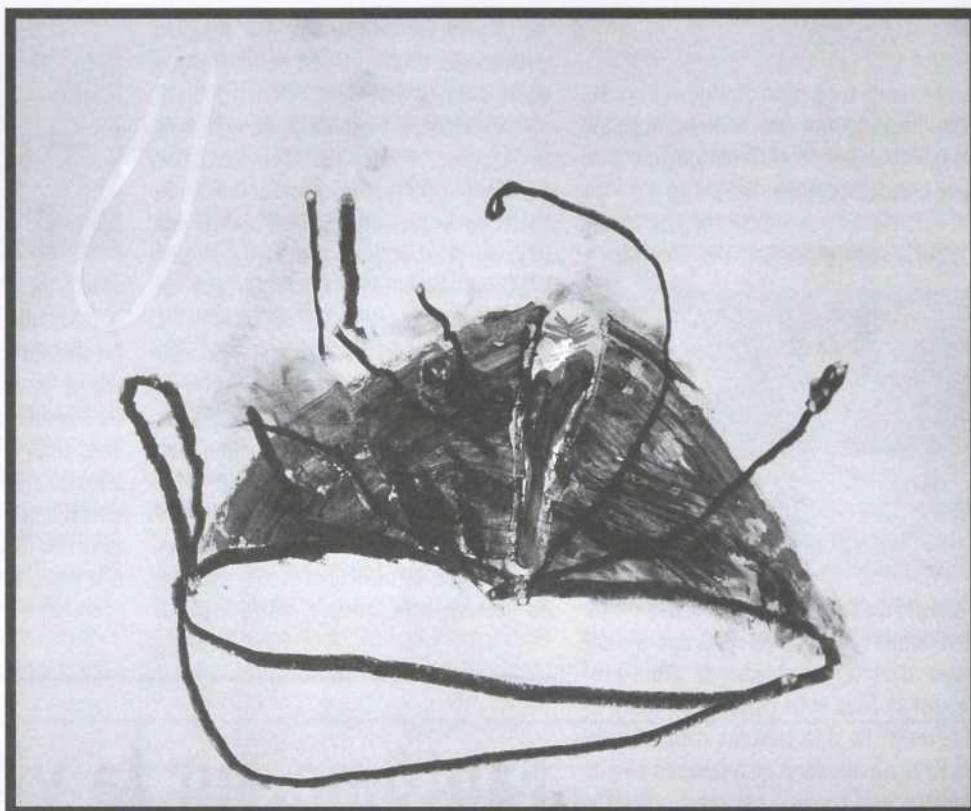
GÉRARD BEAUDET

L'agonie de Murdochville nous rappelle que les établissements humains se transforment continuellement et que cette transformation prend parfois des allures de véritables drames pour les populations qui la vivent. Le phénomène n'est pas inédit. Le Québec a déjà connu des contractions de son œkoumène. Dans les Hautes-Laurentides et à la marge d'autres régions de colonisation tardive, la conquête du sol a été rapidement suivie de l'abandon de rangs dont les terres ingrates avaient été malencontreusement défrichées. Mais l'histoire du Québec est aussi ponctuée par l'abandon total ou partiel d'habitats groupés.

Val Jalbert est sans conteste l'exemple le plus connu. Abandonné en 1927, moins de trois décennies après sa fondation, le village modèle devenu fantôme fut

recyclé, à la fin des années 1960, en un haut lieu du tourisme au lac Saint-Jean. En Mauricie et dans le centre du Québec, plusieurs hameaux industriels ont été victimes de la réorganisation de l'industrie sidérurgique au dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, dont les forges du Saint-Maurice qui se sont éteintes en 1883, après un siècle et demi de production; les forges Radnor, où les activités ont cessé en 1910; et celles de Saint-Pie, qui ont été fermées en 1881. Dans les Cantons-de-l'Est, plusieurs sites miniers ont aussi connu un sort similaire. Les hameaux d'Albert Mines, de Capelton et d'Eustis, situés au sud-ouest de Lennoxville, avaient prospéré après 1860, notamment en raison de la demande générée par la guerre de Sécession américaine. La production de cuivre et de soufre y cessa définitivement avec la fermeture de la mine Eustis en 1939. Ces hameaux, dont la population totale se chiffrait à environ

L'AUTEUR EST URBANISTE, DIRECTEUR DE L'INSTITUT D'URBANISME DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



MARC GARNEAU,  
LE GERME I, TECHNIQUES  
MIXTES SUR PAPIER, 48  
X 61 CM, 2001

1050 habitants en 1917, ne comptent plus que quelques maisons isolées au voisinage de vestiges des installations d'extraction et de transformation. La mise à jour et la valorisation des imposants vestiges archéologiques des forges du Saint-Maurice et Radnor et l'ouverture de la mine de Capelton aux visiteurs inscrivent dorénavant ces lieux sur les itinéraires touristiques régionaux.

Rares furent les hameaux industriels de cette époque qui ont compté plus de 400 habitants. Il en sera autrement des deux villes minières nordiques fondées durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et qui connaîtront un sort similaire. La construction de Schefferville s'échelonna de 1954 à 1961. Au moment où les activités extractives battaient leur plein, la population atteignait quelque 4500 personnes. La ville, fermée en 1982, a été désertée par la plupart des résidents qui sont redescendus dans le Sud et est devenue un village autochtone au cœur d'une région de pourvoiries. Gagnon, dont la population se chiffrait à 1250 habitants en 1960, en comptait 4200 en 1979. La ville fut abandonnée en 1985 et ses installations furent entièrement rasées.

Pourquoi, dans ces circonstances, l'agonie de Murdochville suscite-t-elle

tant d'émoi? L'actualité du drame que vivent ses habitants – moins d'un millier – y est certes pour beaucoup. Un site Internet sur Gagnon ne montre-t-il pas, plus de 15 ans après la fermeture définitive de la petite ville, à quel point on se remet difficilement de tels déracinements, aussi prévisibles soient-ils? Mais il y a plus. Malgré son isolement relatif au cœur de la péninsule gaspésienne, Murdochville semble davantage arrimée à l'œkoumène québécois que ne l'étaient les villes nordiques précitées. Conséquemment, même si le destin de cette ville minière dépend en grande partie du jeu de forces économiques qui lui sont spécifiques, sa fermeture éventuelle est facilement perçue comme un autre mauvais coup d'une guigne qui s'acharne sur la région depuis les années 1920. D'autant plus qu'on voit mal comment la région, déjà aux prises avec des difficultés de toutes sortes, pourrait offrir une alternative viable aux résidents de Murdochville. Une saignée de population d'une telle envergure ajoute conséquemment aux sombres perspectives du développement régional. Des perspectives tellement peu favorables qu'elles avaient incité l'ex-président de la Banque Nationale, André Bérard, à suggérer il y a

quelques années la fermeture de la Gaspésie.

On doit évidemment condamner un raisonnement fondé sur un tel économicisme primaire. Le territoire n'est pas une entreprise industrielle et l'espace géographique ne peut être réduit au statut de simple réceptacle du développement économique. Il est avant tout un habitat au sens plein du terme. Il n'en reste pas moins que l'hypothèse d'une transformation assistée par l'État d'une petite ville isolée en village soulève des problèmes qu'on ne peut traiter à la légère, ne serait-ce que du point de vue de la faisabilité et de la viabilité économiques de l'opération. Mais cette transformation soulève également des questions de fond quant à la nature des liens qui unissent une population et un territoire. En l'occurrence, n'est-il pas permis de se demander si les résidents de Murdochville peuvent être légitimement traités en conscrits d'une stratégie régionale d'occupation du territoire? Dans le contexte de la mondialisation économique et des recompositions géographiques parfois radicales qui l'accompagnent, on ne peut faire l'économie d'un tel questionnement. ●

# Il suffit d'un juste

JEAN-MARC BIRON

Des images nous proviennent régulièrement des territoires palestiniens occupés. Elles témoignent d'une violence quotidienne tenace. Nous aimerions les oublier pour nous cantonner dans une paix tranquille, comme si cela ne nous concernait pas.

De nombreuses infrastructures portent la marque de cette violence : l'aéroport international de Gaza, le poste de radio la Voix de la Palestine, à Ramallah, le quartier général de l'Autorité palestinienne, des écoles, des dispensaires, des routes, des habitations... Partout, le paysage est ravagé. Les rues sont désertes, les couvre-feux interdisent toute présence dans les espaces publics, rendent difficile le ravitaillement, impossibles la libre circulation et les rassemblements, y compris la prière à la mosquée. Quarante-vingt pour cent des sources d'eau potable en territoires occupés sont sous contrôle israélien; il arrive même que les Palestiniens n'y aient pas accès. Mais ces images ne montrent pas les frontières qui s'érigent autour des territoires, les points de contrôle qui se succèdent comme autant d'éléments d'un labyrinthe créé de toutes pièces pour empêcher de vivre. Devant cette violence omniprésente, peut-on s'étonner que des actes violents et désespérés soient commis?

Lors d'une récente visite dans ces territoires, l'archevêque Desmond Tutu, à la vue de toutes les tracasseries auxquelles sont soumis les Palestiniens aux postes de contrôle et aux barrages militaires, se rappelait l'expérience de son peuple et posait la question : « Pourquoi notre mémoire est-elle aussi courte? »

Certes, l'attitude du gouvernement Sharon a suscité de nombreuses réactions sur le plan international. De plus en plus de voix dissidentes se font entendre, parmi les juifs d'Israël et de la diaspora, dénonçant ce que certains appellent « la politique du pire », et réclamant le respect des droits du peuple palestinien. Au nom de la *Shoah*, plusieurs juifs, hommes et femmes, osent dire : « Plus jamais! » et sont prêts à lutter contre tout ce qui pourrait toucher à la dignité des personnes.

Oui, pourquoi notre mémoire est-elle aussi courte? Je lisais récemment le journal d'Etty Hillesum, une jeune juive qui a connu l'invasion des Pays-Bas par l'Allemagne et qui est morte à Auschwitz en 1943. Née dans une riche famille progressiste, Etty était une femme libérée. À l'âge de 27 ans, elle a rencontré Dieu à travers une expérience amoureuse tu-

**Le fait qu'un seul Allemand puisse être peiné de cette situation suffisait à lui faire aimer la nation allemande, parce que dans ce cœur l'humanité avait été touchée.**

multueuse. Au-delà de ce qu'elle nous révèle de sa vie intime, de ses sentiments et de l'enracinement en elle d'une expérience spirituelle forte, elle décrit le contexte social et politique dans lequel les juifs ont été de plus en plus marginalisés, puis exclus de la vie publique avant d'être presque totalement éradiqués de l'humanité.

À travers ce journal, il est frappant de voir comment le filet s'était resserré autour de la communauté juive d'Amsterdam. Dès 1940, les juifs avaient été écartés de la fonction publique. En avril 1942, l'étoile jaune était imposée. Etty décrit comment son univers s'était inexorablement rétréci. Les principaux

marchés d'alimentation, les jardins et les parcs publics, les bistrots affichaient : « Interdit aux juifs ». Leurs automobiles et leurs bicyclettes furent confisquées. Assignés à résidence dans leur quartier ou leur village, ils furent ensuite entassés dans le ghetto d'Amsterdam avant d'être emmenés au camp de Westerbork, d'où les trains partaient régulièrement vers l'Est, en direction d'Auschwitz. Ces trains ont déporté 107 000 des 140 000 juifs de Hollande.

Et pourtant, malgré les bouleversements qui ont jalonné sa vie, Etty n'a cessé de proclamer jusqu'à la fin que la vie était belle. Elle en vint à penser que, malgré toutes les souffrances, que le régime nazi faisait subir aux juifs, le fait qu'un seul Allemand puisse être peiné de cette situation suffisait à lui faire aimer la nation allemande, parce que dans ce cœur l'humanité avait été touchée. Etty Hillesum avait atteint ce degré de conscience qui lui donnait de reconnaître la moindre parcelle d'humanité ou du moins de l'espérer et, peut-être même, de la faire advenir.

Au nom de cette commune humanité, nous ne pouvons fermer les yeux devant la situation de nos frères et sœurs palestiniens. Comme Etty, nous devons laisser émerger en nous cette part d'humanité et découvrir sans cesse la solidarité qui nous lie à ce qu'il y a de plus universel en chaque personne. La modernité nous appelle à la responsabilité, nous convoque à une prise de conscience. Au nom de cette commune humanité, nous ne pouvons refuser de dénoncer tout ce qui menace la dignité humaine en quelque endroit du globe. ●

## Que résiste la langue!

JEAN PICHETTE

On n'en finit jamais avec la langue. Heureusement. Elle nous tenaille parce qu'elle est encore vivante. Elle nous fait crier. Chanter. Maudire. Rêver. Insondable rebelle, elle est gardienne de la plasticité du monde : elle en épouse les formes pour les mieux faire bouger.

La langue nous met au monde. Elle est le cordon ombilical de notre présence. Un relais entre autrui et soi-même; entre le passé et l'avenir. Elle se dérobe à nous quand on croit la saisir. Elle n'appartient à personne mais sourd de chacun de nous. Maîtresse de tous les possibles, nous l'habitons autant qu'elle nous habite.

Parler de la langue au Québec, c'est bien sûr aborder la question du français, toujours menacé et condamné à le demeurer. Le péril est évident : la nouvelle *lingua franca* sévit ici comme ailleurs. Plus ici qu'ailleurs, pour des raisons évidentes. Aussi la légitimité des mesures adoptées il y a maintenant un quart de siècle pour préserver la francité du Québec demeure-t-elle intacte. Il n'y a pas à revenir là-dessus, quoi qu'en disent certains esprits chagrins.

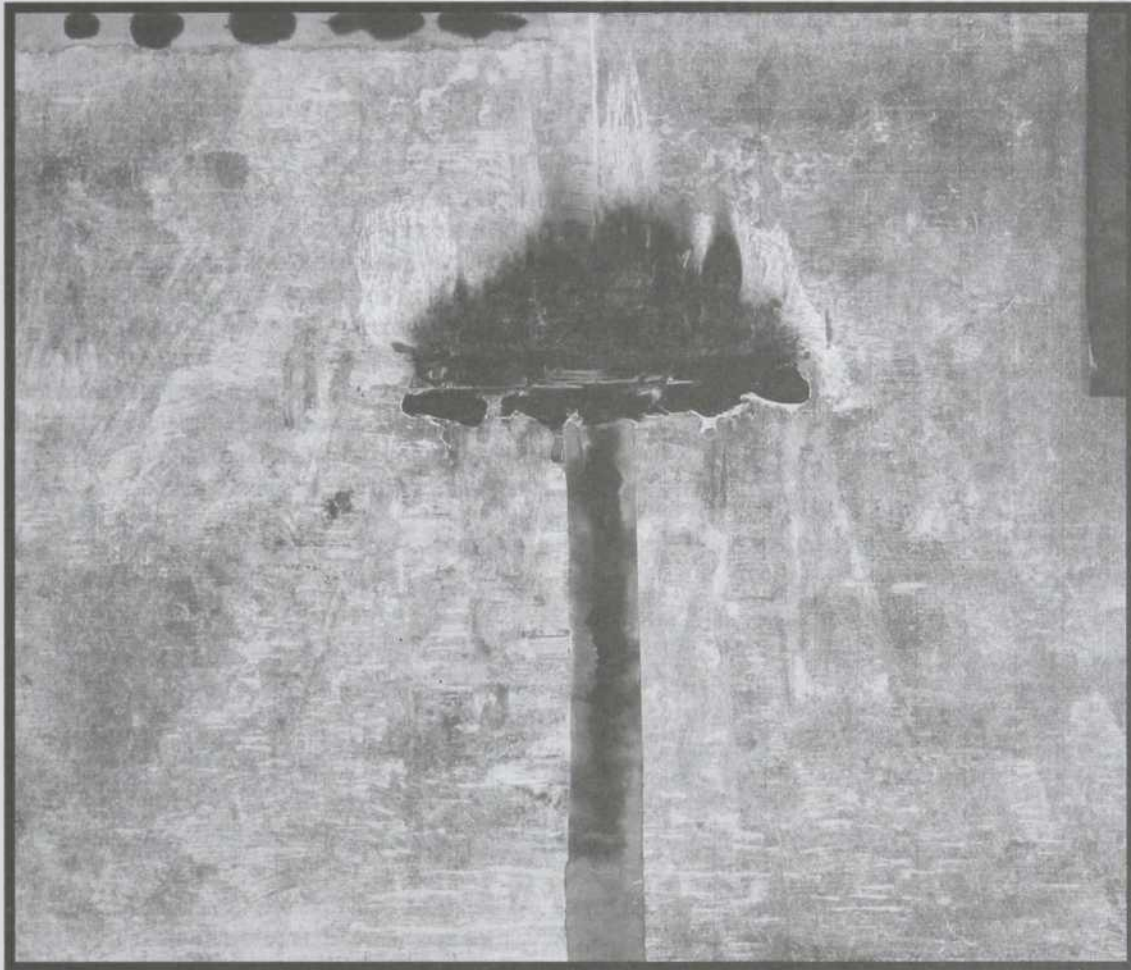
Langue. Digue de l'humanité. Barrage contre l'informe. Avant d'être un simple « outil de communication », la langue est une accoucheuse. Elle ouvre des horizons toujours nouveaux. Elle rythme les pas de la résistance à l'enfermement du monde dans une réalité aussi silencieuse que soumise. Elle souffle la liberté de la poésie, dont les mots refusent de se plier à l'ordre établi. Elle est le terreau sur lequel un autre monde peut s'ériger.

Le combat pour la langue, au Québec, en est d'abord un pour le français. Mais c'est aussi celui de nos amis autochtones, trop longtemps dépossédés de la matrice de leur présence au monde. Leur combat est aussi le nôtre, parce que c'est la richesse d'un monde commun qu'il s'agit de préserver. C'est pourquoi, au rouleau compresseur d'une logique qui tend à tout niveler, il faut opposer un front uni dans un même souci de dire le monde autrement.

Dire le monde, cela exige de cultiver la distance sans laquelle aucune présence n'est possible. La langue a besoin d'espace pour se déployer; elle est étrangère à la culture de l'immédiateté dans laquelle certains aimeraient la voir baigner, au nom d'une pseudo-authenticité. Communiquer avec l'autre, c'est prendre acte de la distance qui me sépare de lui – et qui nous constitue chacun en propre. C'est aussi se distancier de soi-même, afin de trouver avec l'autre le lieu de la rencontre. Parler, c'est toujours un peu se prendre pour un autre.

À une époque qui tend à réduire l'autre – quel qu'il soit – à la répétition du même, de l'indifférencié, l'espace de la langue, de la rencontre, se trouve mis à mal. Il est pourtant essentiel de cultiver cet espace afin d'éviter que la « société de communication » ne devienne en fait la célébration d'un repli autistique dans lequel la langue fermerait l'horizon en déclenchant simplement des actions réflexes, sur le mode du cliché ou du slogan... publicitaire. Une telle « langue » ne serait plus celle du dialogue : elle permettrait simplement l'énonciation univoque d'« informations » appelant une réponse immédiate (consommer tel ou tel produit, par exemple, comme la publicité nous y invite constamment).

Le combat pour la langue, aujourd'hui, doit donc aussi être mené à l'intérieur de notre propre langue, menacée – comme les autres – par le péril de son enrôlement instrumental, utilitaire. Pour que les mots nous permettent de résister à l'uniformisation marchande du monde, pour qu'ils rendent possible d'imaginer un autre monde, ils doivent pouvoir respirer librement. Cela pose la question, cruciale, de la transmission de la langue.



MARC GARNEAU, *ATTISER*,  
TECHNIQUES MIXTES SUR  
PAPIER SUR BOIS BRÛLÉ,  
61 X 71 CM, 1995/2001

La liberté constitue au fond le cœur de la « question linguistique ». Il ne s'agit pas ici de se demander si les parents doivent pouvoir ou non choisir dans quelle langue leur enfant sera éduqué. Ce débat a été fait au Québec et a mené à l'adoption d'une politique linguistique faisant largement consensus. Inutile d'y revenir. Il s'agit désormais de se demander comment la langue peut encore conjuguer au présent le passé et l'avenir.

Pour nous inscrire dans la durée en cette terre d'Amérique, notre langue, le français, doit être transmise de génération en génération. Cela exige un rapport respectueux au passé – l'acceptation de normes léguées par lui – qui ne saurait pourtant être simple soumission : c'est parce qu'elle bouge, évolue, que la langue contribue à garder l'avenir ouvert et permet de le façonner autrement. Une langue figée est une langue promise à la mort; une langue qui refuse de s'assujettir à des normes – autres que celles

de l'usage ainsi *a priori* jugé correct – est une langue qui se délite, enfermant du même coup ses locuteurs dans une liberté factice qui ressemble plutôt à une prison : celle d'un « moi » muré dans son silence, incapable de rencontrer l'autre dans un espace qui puisse faire sens pour les deux.

La langue doit être chérie. Cajolée. Aimée. Transmise, avec ses beautés et ses difficultés, à ceux et celles qui entrent dans son univers. Parce que si la langue cesse d'être résistante dans sa chair propre, elle ne pourra permettre de résister à quoi que ce soit. Orphelins de langue, tous les rêves nous seraient alors interdits.

La parole aussi est douée d'un regard.  
ROBERTO JUARROZ, *FRAGMENTS VERTICAUX*

## Entre mépris et méprise

### Entrevue avec Chantal Bouchard

Linguiste et professeure au Département de langue et de littérature françaises de l'Université McGill, Chantal Bouchard a étudié les rapports difficiles, quasi angoissés, que nous, Québécois, francophones entretenons avec notre langue. Elle en a retracé l'histoire dans *La langue et le nombril*, paru chez Fides, en 2002 (2<sup>e</sup> éd.). Madame Bouchard a bien voulu s'entretenir avec *Relations* sur cette dimension névralgique et hypersensible de notre identité collective.

**Relations :** Vous vous intéressez aux liens qui unissent la langue et l'identité. Dans votre livre, vous avez voulu rendre compte de l'obsession du débat sur la langue comme un élément structurant de notre regard sur nous-mêmes.

**Chantal Bouchard :** J'ai essayé de montrer comment et pourquoi on était arrivé à une perception extrêmement négative du français parlé au Québec, avec un point culminant dans les années 60. Par la suite, ce rapport à la langue devient, avec le temps, manifestement plus serein, grâce au recours à l'instrument politique et à la mise en place de politiques linguistiques.

En remontant dans l'histoire, nous pouvons observer que ce regard dépréciateur s'accompagne d'un processus constant, génération après génération, d'une espèce de déclassement collectif subi par les Canadiens français. Le moment charnière du passage à ce rapport défensif et dépréciatif à la langue se situe dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où la société, jusque-là rurale, laisse place – les terres arables étant à peu près occupées – à l'expansion de l'urbanisation et de l'industrialisation. La communauté anglophone, établie très tôt dans les villes, y avait créé et développé ses réseaux de commerce et nombre d'industries. Si bien que les Canadiens français passent d'un statut social valorisé, celui de paysans plus ou moins autonomes, à un statut d'employés subalternes, d'ouvriers mal payés. À mesure que le pouvoir économique est fortement lié à la communauté anglophone, le français perd de son prestige au profit de l'anglais, qui devient langue de la promotion sociale et de l'accès au pouvoir.

Nous assistons bel et bien, avec cette prolétarianisation des paysans, à un formidable déclassement social dont on ne soupçonne pas assez l'ampleur et surtout les conséquences énormes qu'il a eu sur la vie collective des Canadiens français, particulièrement sur la perception négative de leur propre langue, comme si le seul fait de la parler les limitait à un destin tout à fait médiocre.

L'histoire du français au Québec est l'histoire d'un peuple dominé. Quand la langue définit un sous-groupe social dans la société, minoritaire ou dominé, elle devient vite l'élément identitaire à la fois central et hypersensible, dans la mesure où c'est autour de la langue que se cristallise l'effort de survie. Comme un linguiste a dit : « On ne pense pas plus à sa langue quand elle est dominante, qu'à sa santé quand elle est bonne. »

C'est tout autre chose de se percevoir locuteur d'une langue marginalisée, folklorisée, déstructurée, comme cela a été le cas pour le Québec durant une bonne partie de son histoire, que de se percevoir locuteur de la langue commune d'une société, reconnue langue de travail et de promotion sociale, comme aujourd'hui.

Si ces conditions d'existence ont joué un rôle déterminant dans ce processus de dépréciation de la langue, elles ne suf-

**En remontant dans l'histoire, nous pouvons observer que ce regard dépréciateur s'accompagne d'un processus constant, génération après génération, d'une espèce de déclassement collectif subi par les Canadiens français [...] dont on ne soupçonne pas assez l'ampleur.**

fisent pas cependant à l'expliquer totalement. Le jugement négatif que les communautés anglophones ont véhiculé sur le français d'ici y a aussi grandement contribué, tant il est vrai que l'identité collective est toujours tributaire de l'image que les autres nous renvoient de nous-mêmes.

**Rel. :** Pouvons-nous parler d'une stratégie de domination ayant eu pour cible la langue?

**C.B. :** Qu'il y ait eu stratégie de dénigrement, cela ne fait aucun doute; qu'elle ait été concertée, c'est autre chose. La langue est le symbole de l'appartenance à la collectivité canadienne-française : attaquer la langue, c'est s'en prendre à l'image collective d'un peuple. Il ne faut pas oublier que nous étions en contexte colonial, dans lequel le groupe dominant minoritaire à l'époque avait intérêt à affaiblir et à marginaliser le groupe dominé majoritaire. Juger avec mépris la variété de français parlée ici, c'était un moyen efficace de le faire.

Il se trouve que, par un accident de l'histoire, le groupe dominé appartenait à la culture qui avait le plus grand prestige. En effet, à cette époque, le français était la langue apprise par la bonne société d'Occident. Il n'aurait pas été facile d'écarter la reconnaissance de droits linguistiques aux Canadiens français si la langue qu'ils parlaient avait été reconnue comme celle parlée dans toutes les cours d'Europe et les salons de New York. Ne pouvant pas dénigrer le français en tant que tel, les Anglo-Saxons d'Amérique commencent à dire de manière méprisante, – et ce, dès le XIX<sup>e</sup> siècle –, que ce n'est pas le vrai français qui est parlé ici, mais une sorte de dialecte, un jargon

incompréhensible, le *French Canadian Patois*, comme on l'appellera. J'ai cité dans mon livre quantité d'anecdotes qui montrent comment des gens connaissant à peine quatre mots de français se permettaient d'émettre un tel jugement.

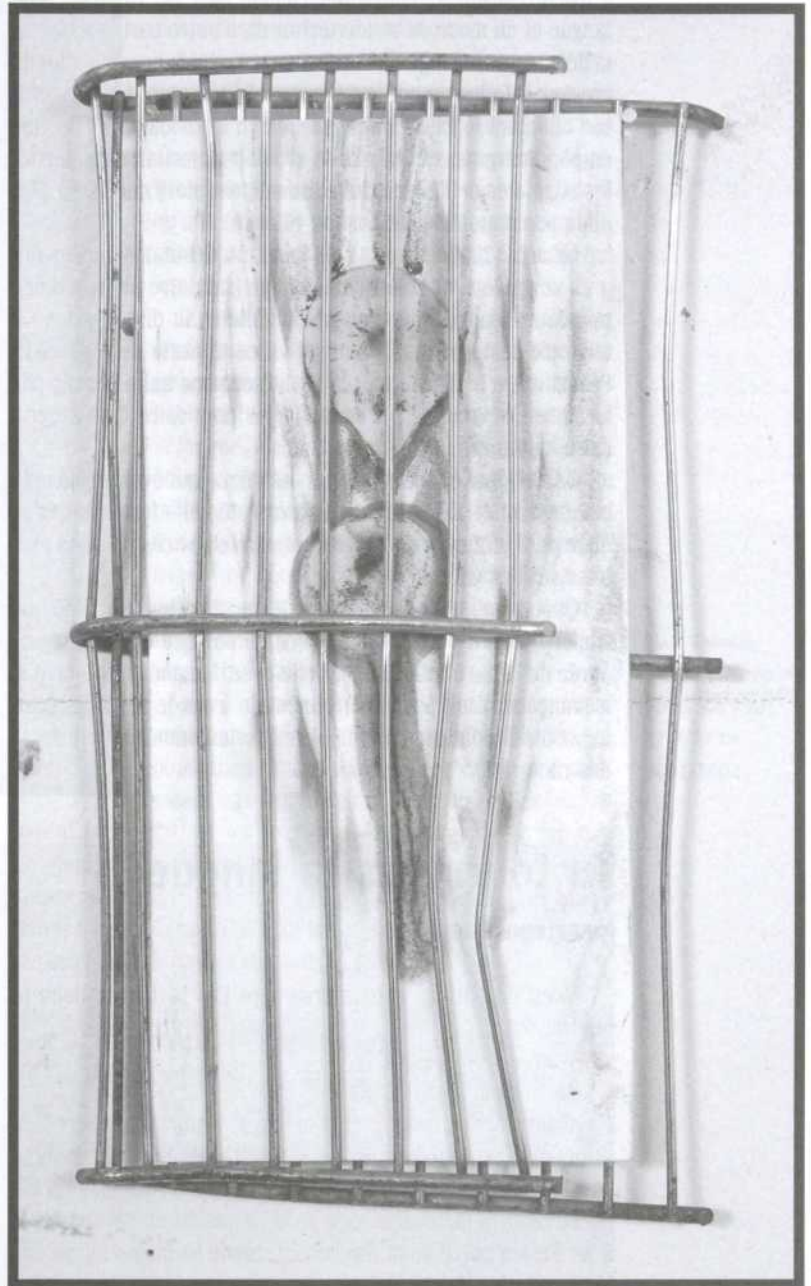
Dans un premier temps, les Canadiens français ont été stupéfaits. Pour eux, il ne faisait aucun doute qu'ils parlaient français; certains même étaient prêts à dire que leur français était meilleur, parce que plus proche du français classique du siècle des Lumières. Mais plus cette réputation progressait, plus ils se rendaient compte que le prestige de leur langue leur était dénié et qu'on tendait à les ravalier au rang d'ignares.

On a alors réagi et dénoncé. Mais, en même temps, plus il devenait difficile de se débarrasser de cette réputation, plus un sentiment d'angoisse s'incrétait. « Et si c'était vrai que nous ne parlions pas français! » Les textes publiés dans les journaux sur ce thème, entre 1920 et 1930, sont très éclairants. On en vient à associer tous les écarts d'avec la norme française à ces jugements négatifs et à dire : « Si nous parlions comme en France, on ne pourrait pas nous critiquer ». On se met à critiquer ce qui est simplement différent. De là à juger que ce sont des fautes et à considérer que nous massacrons le français, il n'y a qu'un pas qui a fini par être franchi. On a assisté à une véritable intériorisation du préjugé. Vers les années 40-50, de nombreuses interventions publiques de Canadiens français sont allées dans ce sens, à peu près en ces termes : « Nous ne parlons pas le français, mais un jargon infâme ou déstructuré ». À la lecture de ces textes, j'avoue que j'ai été stupéfait que nous ayons pu en arriver à une vision aussi négative. C'était carrément de l'auto-dénigrement.

**Rel.** : Vous allez même jusqu'à parler de « dépression collective » au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Selon vous, les stratégies mises de l'avant par l'élite canadienne-française pour contrecarrer les conséquences néfastes de notre rapport à la langue, n'auraient d'ailleurs pas été étrangères à cette crise identitaire aiguë.

**C.B.** : Il était nécessaire de reconstruire une image positive de la langue. L'élite intellectuelle choisit de valoriser la langue du terroir, rattachant l'origine de la langue parlée au Québec au français classique du XVIII<sup>e</sup> siècle. De ce fait même, elle tendait à mettre en valeur un mode de vie paysan, en opposition à un mode de vie urbain, perçu comme source de contamination et d'anglicisation.

Et comme cette élite était composée en grande partie de catholiques engagés et des membres du clergé, cette valorisation de la langue fut associée aussi à la défense de la foi : c'est tout le discours de la langue gardienne de la foi. Pour beaucoup, le danger d'assimilation linguistique était accolé à celui du passage au protestantisme.



Cette stratégie a eu pour effet l'isolement. Si les gens restaient ou retournaient dans les campagnes et se faisaient paysans, ils n'étaient pas en contact avec les Anglais, et donc se préservaient de l'assimilation linguistique et confessionnelle. Ce fut l'épisode de la colonisation de l'Abitibi et du Témiscamingue, par exemple. Il faut comprendre que ce fut dans une large mesure en réaction au mouvement d'urbanisation, perçu comme danger mortel pour l'identité canadienne-française, que l'appel à défricher les terres s'est construit. Qui a fait long feu, dans la mesure où la culture de terres nordiques a vite vu ses limites.

MARC GARNEAU,  
POUR GEORGES,  
PAPIER, CIRE ET  
GRILLAGE MÉTALLIQUE,  
18 X 10 CM, 1998

## Entre mépris et mépris

Cette stratégie consistant, d'une part, à valoriser une langue et un mode de vie du terroir et, d'autre part, à associer la défense de la langue à la religion, a eu aussi pour résultat de creuser à la longue un fossé intenable entre un discours officiel chantant la gloire d'une langue et d'un mode de vie de plus en plus marginaux et la réalité urbaine majoritaire qui portait les stigmates de l'infériorité et du mépris, alors que 70 % déjà de la population vivait dans les villes.

Le débat houleux autour du joul, au début des années 60, a eu certainement l'effet d'une claquette salutaire au sein d'une population canadienne-française habituée au discours tenu à la gloire des paysans. Il a mis à vif cette perte de repères et l'écart entre le discours et la réalité urbaine qui a permis par la suite d'ouvrir des pistes nouvelles pour faire face à cette crise identitaire.

Car le joul est cette langue archaïque qui évoluait dans la clandestinité – à l'ombre du discours officiel – fortement marquée par l'influence de l'anglais et parlée par ces paysans prolétariés des villes.

Quand on prend la mesure de la situation de 1960, on s'aperçoit qu'il y avait une espèce de panique qui s'était emparée de l'élite intellectuelle. Celle-ci se demandait vraiment si le français n'était pas effectivement en train de se désagréger. Le véritable danger n'étant plus l'assimilation, mais bien la déstructuration de la langue.

Les mesures mises en œuvre jusque-là, plutôt d'ordre moral et individuel, faisant appel au sentiment, à la fierté, à la foi, furent ressenties comme un véritable échec. Dorénavant, de fortes pressions se sont exercées de la part du public sur le gouvernement du Québec pour qu'il prenne ses responsabilités en matière linguistique, ce qu'il n'avait pratiquement jamais fait. C'est alors que commencèrent à apparaître les politiques linguistiques qui ont culminé avec la Loi 101.

**Rel. :** La mise en place de politiques linguistiques constitue un véritable coup de barre dans le rapport que nous entretenons avec la langue. Vous parlez même de clivage générationnel. Qu'entendez-vous par là?

**C.B. :** C'est très clair. Il y a, d'un côté, la génération plus âgée, qui a vécu la crise des années 60, marquée par l'insécurité linguistique, et de l'autre, une génération plus jeune qui entretient une relation plus sereine avec la langue, plus ouverte sur l'avenir. Ce clivage peut se comprendre en terme de passage d'un sentiment de culpabilité à l'égard de la langue à un sentiment de responsabilité politique.

Les livres de Georges Dor sont emblématiques du rapport à la langue de l'ancienne génération. On retrouve ce genre de discours chez des gens relativement âgés qui ne sont pas capables de percevoir les améliorations significatives. Ils portent des jugements négatifs sur des caractéristiques québécoises parce qu'ils ont appris à les juger négativement. Or, ce qui était perçu comme quelque chose de fautif est de plus en plus considéré comme une caractéristique du français québécois.

## Tu tourneras ta langue

MADELEINE GAGNON

Avant de parler, tu tourneras sept fois ta langue dans ta bouche.

Avant d'écrire, alors?

On ne compte même plus.

Avant d'écrire, tu tourneras ta langue septante fois sept fois, et, quand elle tournera, la langue de ta bouche, tu penseras aussi que cette langue-là, elle n'est pas la même que celle de tes ancêtres, ni la même que celle de ta propre mère, car ta langue à toi s'est séparée de la langue maternelle en même temps que ton corps se défaisait du sien et tu penseras aussi que ta propre mère, avec sa langue, avait subi le même sort quand on avait coupé le long cordon rose et gluant, entre sa mère et elle.

Quand tu écriras, tu penseras à ta langue ombilicale coupée et à ta langue maternelle à jamais perdue.

Et quand tu seras enfin décidée à passer de ta langue à ta main sur la feuille, tu sauras que le trajet et la destination de ton écriture ne sont que le souvenir du passage entre une langue maternelle abandonnée, devenue étrangère, et une autre langue ombilicale, la tienne, cousue non moins étrangement à la langue commune de ce que l'on nomme Patrie.

Avec ta langue, tu feras tinter dans ta bouche les doux mots de la patrie, tous ceux-là que ton oreille capté et grave depuis

toujours, depuis que tu respirez, depuis que la marque chaude et liquide de ta langue maternelle a été, de ton corps, arrachée.

Tu les feras clapoter, chanter, penser, raisonner et tu n'oublieras pas, pendant que ta main transcrit, que ces mots-là sont d'abord et avant tout le résonnement d'absence d'une langue originelle qui n'est plus.

Avec les mots de la patrie, ton écriture parlera de cette origine, comme d'un paradis perdu et retrouvé seulement dans le chant de ta langue quand celle-ci, à travers la mémoire perdue de sa propre chair, invente de toutes pièces, comme à partir de rien, une immémoriale présence.

Et si, dans cette mémorieuse avancée sur ta feuille ouverte comme une mère accoucheuse, tu oublies de rendre son tribut à la langue de tes pères qui, péniblement et de siècle en siècle, a cultivé son jardin de mots dans son pays de neiges infinies, si tu oublies que la musique de ces mots et leurs couleurs et toute leur saveur te ramènent à la saveur de l'essentielle et inatteignable langue maternelle en allée, alors, avant même de pouvoir la retourner dans ta bouche caverne, ta langue sera coupée, jetée à la rivière, lancée très loin dans les contrées des gens sans paroles, vers des lointaines mers sans mémoires, sans rives et sans noms.

MADELEINE GAGNON, *TOUTE ÉCRITURE EST AMOUR. AUTOGRAPHIE 2*, MONTRÉAL, VLB ÉDITEUR, 1989, 193 p., pp.17-18



## La voie d'un nouveau monde

GERARDO AIQUEL

L'AUTEUR EST RESPONSABLE DES DROITS HUMAINS POUR L'AMÉRIQUE LATINE À L'ENTRAÏDE MISSIONNAIRE

Je ne crois pas qu'on puisse parler de l'acquisition d'une nouvelle langue sans parler de l'histoire de cet apprentissage, sans la situer dans l'ensemble des expériences de vie qui ont amené à adopter cette langue telle une seconde nature. J'ai appris le français sur le tas. Fraîchement arrivé, avec seulement quelques mots à ma disposition, j'ai été assez rapidement admis dans un COFI. Institution presque disparue aujourd'hui, ce centre de formation et d'orientation des immigrants m'a permis de perfectionner mon français, de côtoyer des gens qui, comme moi, venaient d'arriver et de partager les misères et les joies d'autres personnes immigrées.

Je suis né dans un pays où l'espagnol est la seule langue parlée par la majorité de la population. Notre système scolaire nous poussait fortement vers l'anglais. Les cours étaient donnés par des professeurs chiliens qui n'utilisaient aucun moyen pédagogique moderne tel qu'un laboratoire de langues ou un manuel intéressant.

Mon professeur de français s'appelait Alvarez, *Moussié Alvarez*, selon notre accent. Il était proche de la retraite, et ses cours, attendus avec impatience par toute la classe, étaient dynamiques, sauf qu'il était difficile de les qualifier de cours de français. Le professeur était plutôt un guide, quelqu'un qui nous apprenait la culture générale, le savoir-faire et le savoir-vivre. Il nous faisait rêver en parlant de son séjour de perfectionnement à Paris, nous donnait envie d'être des bourgeois en nous parlant de la culture française. Il nous invitait à « nous cultiver », à lire. Nous conjuguions rarement des verbes, nous faisons peu de phrases en français. Je garde malgré tout de lui les plus beaux souvenirs.

Quelques années plus tard, un matin de mars, je suis arrivé au Québec; il y a déjà près de 25 ans. Je me suis vite rendu compte de mon insouciance d'étudiant. Je ne comprenais absolument rien! Au début, j'arrivais à saisir quelques mots : fenêtre, porte, taxi, par exemple... Le reste m'échappait complètement. Les premières semaines se sont passées à chercher un emploi; tout était en anglais, langue que je parlais couramment. Par ailleurs, j'avais du mal à reconnaître le français que j'entendais, l'accent étant très différent de celui des quelques films français que j'avais entendus et vus.

Malgré cela, je me suis mis à parler le français, grâce à mon premier travail de plongeur dans un restaurant français. C'est au COFI que j'ai vraiment commencé à prendre la mesure du français, des difficultés de sa grammaire et à connaître de

nouveaux sons qui n'existent pas dans ma langue maternelle. En essayant de prononcer le « u », il m'est souvent arrivé de dire « cul » au lieu de « cou »!

Au fur et à mesure que je progressais dans la compréhension de la langue française, tout un monde s'est ouvert devant moi : la musique, les chansons d'Aznavor ou d'Adamo qu'on écoutait auparavant en espagnol et qui soudainement étaient compréhensibles en français, les livres d'auteurs connus, les nouvelles à la télévision ou à la radio et plein de petites choses du quotidien. Un mot échangé avec un inconnu, les premiers films, tout était découverte. C'était comme la construction d'une maison qui, brique par brique, s'élève vers le ciel. Quelques mots restaient pour toujours dans ma mémoire, d'autres, passagers, s'envolaient pour revenir à d'autres occasions.

Bientôt, sans vraiment m'en rendre compte, le français est devenu comme ma première nature. Avec mes enfants, nés ici, la communication s'est établie en français. Le monde du travail s'est ouvert et, en français, j'ai commencé à exercer ma profession. Aujourd'hui, je ne pourrais concevoir ma vie sans la langue française. Parfois même, je ne pourrais concevoir ma ville, Montréal, sans le français. Il m'arrive aussi de prendre conscience que je me parle en français, que je réfléchis dans cette langue, que je suis capable de relier des mots comme s'ils avaient toujours fait partie de mon univers. Il m'arrive même de jurer en français quand, parfois, des Québécois de souche, des francophones, me parlent en anglais en entendant mon accent!

Quand je retourne au Chili, l'espagnol me revient spontanément. Ici, au Québec, mon espagnol emprunte des mots français. Mon langage se réinvente, crée des mots qui parfois n'existent dans aucune des deux langues. L'écriture reste cependant une torture, miroir de mes limites en français. La communication orale m'est plus facile en français, surtout le partage des idées. Mon cœur vit des moments sublimes quand, par exemple, j'apprends à un francophone un mot nouveau que j'ai lu et qui est resté dans mon esprit.

J'ai gagné. Ma vie s'est enrichie, sans grande difficulté, avec cette langue. Pouvoir aller aux sources et lire dans leur langue tous ces auteurs qui nous arrivaient traduits en espagnol, comprendre les nuances, tout cela me donne la sensation très personnelle d'avoir enrichi mon esprit et mon âme. À mes amis qui sont restés là-bas, je dis parfois que je vis en français avec un certain orgueil et une grande fierté.

Il me reste malheureusement une grande frustration : je ne pourrai jamais rencontrer M. Alvarez, décédé depuis plusieurs années déjà. Il ne me reste que le rêve de le saluer en français dans un couloir de mon ancienne école secondaire. ●

## Parlez-vous français?

Entre le purisme suranné des uns et le délire autiste des autres, la langue française doit s'affirmer avec rigueur au Québec si elle veut éviter l'écueil de la louisianisation.

**MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE**

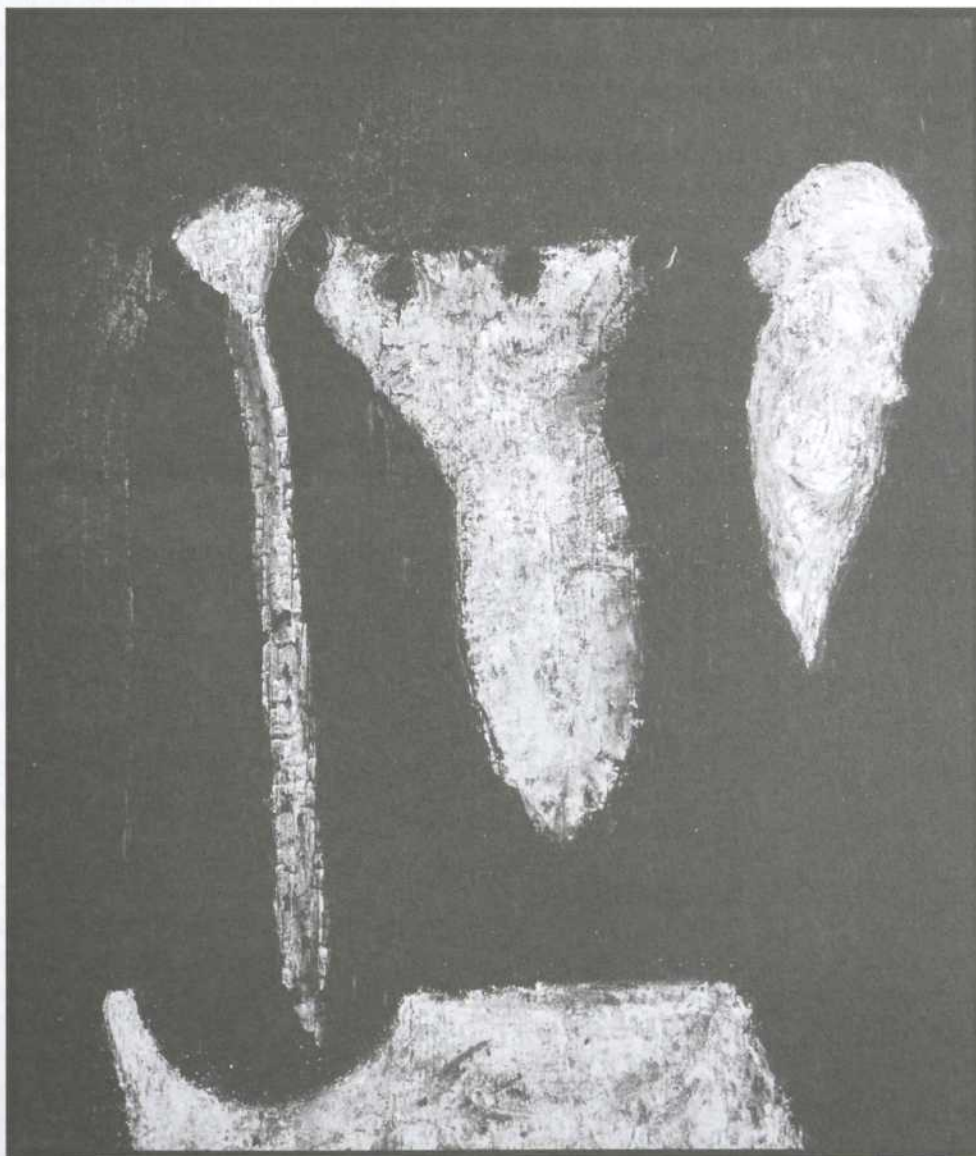
La scène se passe à l'arrêt d'autobus, devant la station de métro Mont-Royal. On attend le 97. On veut lire, on a apporté ce qu'il faut, mais un instant d'hésitation sur l'attitude à adopter, un moment de rêverie à laisser promener son regard sur la courbe du mont Royal, qui, pour un peu, pourrait devenir la bande de verdure qu'une main autoritaire aurait fixée à l'une des extrémités du Plateau Mont-Royal pour l'empêcher de déborder sur les autres quartiers de la ville, juste une petite vacance de l'esprit, en apparence occupé à ne rien faire, et la rêverie se transforme, aux yeux d'autrui, en disponibilité. Une vieille dame s'avance, grasse, courte sur pattes, attifée à la diable, mais propre sur elle, joyeusement résolue à engager la conversation. Sans vous demander votre avis, elle vous entraînera donc, malgré vos réponses laconiques, dans les méandres d'un dialogue, qui a l'air décousu pour qui le reçoit comme un paquet de mer en pleine figure, en jetant des regards résignés vers l'horizon d'où doit surgir un jour le 97 sauveur, s'il est vrai que la loi de l'éternel retour a quelque fondement, mais qui est parfaitement ajusté, ce monologue, à son délire de vieille petite fille, dont la pensée, silencieuse ou exprimée à voix haute, semble procéder par bonds.

C'est ainsi que, d'une pierre à l'autre, tout en attendant l'autobus, on remontera un cours d'eau charriant de nombreux sujets d'indignation, qui vont de la cueillette municipale des ordures à la mufferie des automobilistes, non sans un détour obligé par la météo des derniers jours. Jusque-là, rien que le discours commun de la solitude urbaine, et il n'y a plus qu'à s'armer d'une patience amusée, pourquoi pas? Après tout, cette vie-là qui se raconte vaut bien celle épinglée dans les journaux et les romans et qui, sauf exception notoire, cesse de palpiter dès le moment où le stylo s'est enfoncé dans les chairs. Ce qui alors se donne à lire n'en est plus que le résidu, aux couleurs vives, séduisantes, ou simplement divertissantes.

Les couleurs de la vieille du 97 sont peut-être sans éclat, mais la vitalité est grande, à en juger par son discours volubile. Cependant, la conversation a sans doute pris à votre insu un tour grave, car il est maintenant question du pape, sujet de récriminations, lui aussi. Votre tête se détourne de l'horizon vide du 97, intéressée. Dans le salon de très vieilles gens, il y a très longtemps, vous avez vu, suspendu au mur, dans un cadre, le profil empâté de Jean XXIII, en médaillon, surmontant un texte auquel vous n'aviez alors rien compris, pauvre enfant catholique, mais dont vous n'avez pas oublié le titre, ou plutôt l'espèce singulière de textes à laquelle il appartient. Les indulgences papales, au plus fort de leur commerce florissant, ont provoqué un schisme au sein de l'Église, apprendrez-vous plus tard. Mais la colère de Luther devait rester sans effet, dans les siècles à venir, sur les personnes dévotes, âgées et crédules.

L'AUTEUR EST POÈTE, TRADUCTRICE ET ÉCRIVAIN. ELLE A RÉCEMMENT PARTICIPÉ À LA NOUVELLE TRADUCTION EN FRANÇAIS DE LA BIBLE, PARUE CHEZ BAYARD/MÉDIASPAUL.

MARC GARNEAU, SÉQUELLES, PIGMENTS SUR BOIS BRÛLÉ, 71 X 61 CM, 1997



penserez-vous aussi, pauvre adolescente née catholique, soucieuse alors de prendre vos distances avec l'Église. Votre cerveau en a tiré une loi générale sur la vénération du Saint-Père par le troisième, voire le quatrième âge, qui s'accommode mal de ce que vous entendez maintenant, mélange d'invectives et de mises au défi. Qu'il essaie, mais qu'il essaie donc de l'empêcher d'agir comme elle l'entend! Elle saura bien quoi lui répondre. D'ailleurs, c'est déjà commencé. Elle ne s'en est pas privée, l'autre jour, quand elle a appris la nouvelle.

Contraception? Célibat des prêtres? Il est peu probable que notre Jeanne d'Arc sur le retour ait pu être mobilisée à ce point par des sujets sur lesquels la société laïque reproche à Jean-Paul II son conservatisme. Je te dis, poursuit la vieille, je te dis que je lui ai dit ma façon de penser quand je l'ai appris! Non mais, vous vous rendez compte! M'empêcher, moi, de consulter ma tireuse de cartes! Ah! vous pouvez être sûre que je lui ai chanté pouilles, ce jour-là!

### La hantise du snobisme

Qu'importe, pour la suite de cet article, l'interdiction papale des cartomanciennes et autres pratiques divinatoires. C'est la langue qui est en cause. La vieille avait dit : chanter pouilles. Soudain le 97 était là, il s'arrêtait dans un gémissement de caoutchouc, et il fallait monter à bord, orpheline. Quelles autres expressions de la sorte l'inconnue tenait-elle en réserve? On ne le saurait jamais. On pouvait au moins emporter celle-ci comme un trésor.

Au Québec, à quiconque a fait un peu d'études, l'innocence linguistique est très tôt refusée. Chez la vieille, aux lèvres de

qui elle était venue naturellement, sous le coup de la colère, l'expression n'avait rien d'archaïque, rien de « savoureux », comme le soulignent à l'envi les compilateurs de pittoresques dictionnaires de la langue québécoise. Elle était la chose même. Et on lui aurait expliqué, s'appuyant sur la science fraîchement acquise du *Robert historique de la langue française*, ouvert ce jour-là aussitôt franchi le seuil de la maison, que son emploi est attesté depuis 1625, montrant bien par là, une fois de plus à l'œuvre, la coupure instaurée par la Conquête anglaise, qui avait permis à des usages de province, appelés à disparaître en métropole, de perdurer dans les bouches françaises du Canada, on lui aurait expliqué cela, en s'efforçant d'échapper au ridicule du pédant, que la vieille aurait poursuivi son idée, oui mais, c'est l'avenir que je veux connaître, moi, pas le passé!

Le pédant n'est que ridicule. L'idéologue est bien plus à craindre. Au Québec, le premier a pu se croire le maître du bon usage au plus fort de l'influence des sociétés du bon parler français, disons au début du siècle dernier, et s'il arrive à sa silhouette guindée de réapparaître par intermittence, chaque fois que la préciosité est confondue avec la correction grammaticale ou la recherche du mot juste, il n'en est pas moins, à l'heure actuelle, en minorité. Le second, en revanche, s'est multiplié. Son nom est légion. On lui trouvera bien un Lucifer ou deux, appelons-les Nationalisme et Autonomie. Mais aussi, tout un cortège de diables aux nombreux avatars – esprit de revanche, laxisme, paresse, mauvaise conscience de classe, québécoïté, fausse précision technique, démagogie, ignorance (cette dernière, bien sûr, excusable) –, qui auront beau revêtir leurs habits les plus présentables pour faire danser les mots au bal de la langue française, ils ne pourront empêcher, aux environs de minuit, de laisser poindre un sabot ou une queue fourchue sous le froc.

## L'innu : l'autre combat linguistique

MARCELLINE KANAPÉ

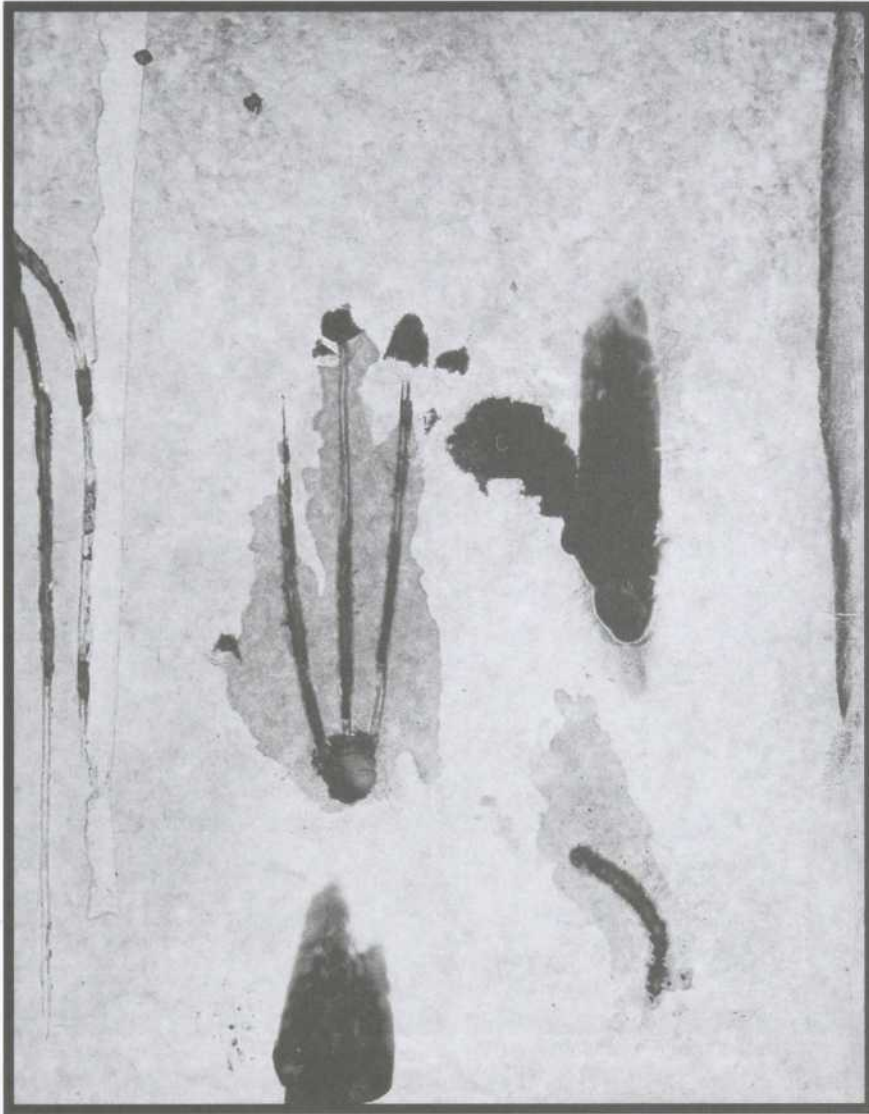
Le patrimoine linguistique est d'une importance capitale pour les Innus ; c'est une question de survie. Chez nous, on dit : « Si tu ne parles pas ta langue, c'est que tu n'as plus de lien avec la nation. » La langue est le premier signe d'appartenance à notre culture et, en ce sens, notre relation à la langue n'est pas différente de celle que les Québécois francophones entretiennent avec le français. Cela s'applique d'ailleurs à n'importe quel peuple. La langue est étroitement liée à la mentalité des gens. Parler une autre langue, c'est

entrer dans une autre mentalité. Plus qu'un simple outil de communication, la langue reflète un regard particulier sur la réalité; c'est toute une façon de vivre qui se transmet par elle.

L'innu est une langue menacée, encore plus que le français. Quelques milliers de locuteurs, c'est en effet très peu dans un environnement dominé par le français et par l'anglais. Nous risquons facilement l'assimilation. Dans ce contexte, un enjeu fondamental consiste à consolider l'innu comme langue écrite, car il s'agit essentiellement d'une langue qui se transmet oralement. Et, d'autre part, elle est composée d'autant de dialectes qu'il y a de communautés innues, celles-ci étant très éloignées les unes des autres. Il a fallu un long travail commun pour uniformiser l'orthographe et pour établir une norme linguistique. Travail qui se fait nécessairement aux dépens de la diversité des dialectes. C'est le prix à payer pour que la langue innue reste vivante.

La menace ne vient pas seulement de la faiblesse de notre nombre par rapport aux francophones et aux anglophones. Elle vient également des grands bouleversements écologiques et sociaux que la communauté innue a subis. Notre langue s'en-

L'AUTEURE EST DIRECTRICE DE L'ÉCOLE SECONDAIRE DE BETSIAMITES



MARC GARNEAU,  
*DIAPHANE I*, TECH-  
NIQUES MIXTES SUR  
PAPIER SUR BOIS  
BRÛLÉ, 50.5 X 40  
CM, 1996

racine dans notre mode de vie et notre environnement traditionnels. Elle est très descriptive, elle possède une richesse de vocabulaire et d'expressions en ce qui a trait à la géographie et à la topographie, que ce soit par rapport au paysage, à la faune, à la flore ou à la nature. Or notre mode de vie a changé : nous ne vivons plus en forêt et nous ne circulons plus dans nos territoires comme le faisaient nos ancêtres. Une partie de nos territoires a été submergée par les eaux à la suite de la construction de barrages hydroélectriques; des forêts ont été rasées par les compagnies forestières. Il n'y a plus d'endroit intact! Notre mode de vie, davantage urbain, fait en sorte que la spécificité de notre langue est en train de se perdre, qu'elle tombe en désuétude. D'où l'importance, pour nous, de la mettre par écrit pour en préserver la mémoire et les traces. D'un autre côté, plus positif, cela nous contraint à rechercher un nouveau vocabulaire qui n'existe pas dans notre langue, afin de définir la nouvelle réalité urbaine.

Ce combat que nous menons afin que notre langue soit sauvegardée et qu'elle reste vivante nous rend sensibles au

combat des francophones pour leur langue. Il est légitime que toute nation lutte pour sa langue et sa culture si celles-ci se voient menacées.

Cependant, le combat des uns ne devrait pas empêcher le combat des autres. Ce n'est pas toujours le cas au Québec : la quête de reconnaissance et d'égalité de la nation québécoise ne s'accompagne pas encore pleinement du droit des Premières nations à poursuivre ces mêmes objectifs. Il y a souvent deux poids, deux mesures, comme le montrent les récentes déclarations de Jacques Parizeau à propos de l'entente entre Québec et les Innus. Nous pourrions vivre en paix si nous apprenons à nous respecter mutuellement.

À cet égard, la relation des Innus à la langue française se situe quelque part entre la subordination et la nécessité. Le fonctionnement de notre système scolaire en donne une bonne illustration. Seules la pré-maternelle et la maternelle se font en innu. Le reste de la scolarisation se passe en français, selon le programme du ministère de l'Éducation du Québec. Nous ne sommes tout simplement pas assez nombreux pour avoir nos

C'est le propre de la langue que d'entraîner parfois le locuteur plus loin que sa pensée. À trop filer la métaphore diabolique, on s'expose à se retrouver dans la position intenable du censeur qui voit une faute dans tout écart de langage et la correction dans toute formulation épousant une norme française. Ce n'est pas le but, mais telle est la question de la langue au Québec qu'on est rapidement soupçonné d'élitisme, c'est-à-dire de snobisme, c'est-à-dire de francophilie, c'est-à-dire de honte tribale, pour avoir montré de l'attention dans ce domaine.

Il ne s'agit pas d'entretenir avec la langue française des rapports patrimoniaux, crispés et conservateurs, tels qu'on a pu les voir à l'œuvre, par exemple, dans les réactions d'une certaine droite catholique à la nouvelle traduction de la Bible en français publiée chez Bayard/Médiaspaul. L'un des maîtres d'œuvre du projet, Frédéric Boyer, s'est d'ailleurs expliqué tout récemment dans un petit essai éclairant (*La Bible, notre exil*) sur les rapports que doit pouvoir entretenir une langue vivante, en constante évolution, avec toute tradition, qu'elle soit culturelle ou religieuse.

Il s'agit simplement (et plus malaisément) de viser la maîtrise d'une langue pour pouvoir en jouer souverainement.

## Une logique binaire

Sans doute la situation du Québec en Amérique du Nord explique-t-elle en partie la mentalité d'assiégé qui semble imprégner encore maintenant le débat sur l'état du français au Québec. On serait ainsi de l'un ou l'autre camp, soit puriste et colonisé, soit québécoisant et inventif. Un retour aux diables de tantôt sera peut-être utile pour introduire les nuances qui s'imposent et prendre la mesure de la complexité du réel par rap-

propres écoles et nos propres enseignants innus. Beaucoup d'enseignants ne parlent que le français. Ce manque d'autonomie des communautés dans l'enseignement n'est pas tant perçu comme une imposition ou un legs colonial que comme une conséquence logique de notre situation géographique : nous sommes des îlots innus entourés d'une mer de francophones et d'anglophones. Les médias de communication dans nos communautés font écho à cette réalité : une seule radio est autochtone. Les Innus ne peuvent faire autrement que d'apprendre le français, s'ils veulent se faire comprendre dès qu'ils sortent de leur communauté. C'est une nécessité.

Cependant, l'innu est notre langue première et nous tenons absolument à la garder. C'est notre priorité. Il en va de notre identité propre. Dans ce contexte, l'acquisition du français, de l'anglais – et pourquoi pas – de l'espagnol est vue comme une richesse à conquérir, un supplément de culture que nous voulons partager avec les autres nations.

(PROPOS RECUEILLIS PAR CLAUDE RIOUX)

port aux discours. Pour cela, voyons quelques exemples de leurs méfaits.

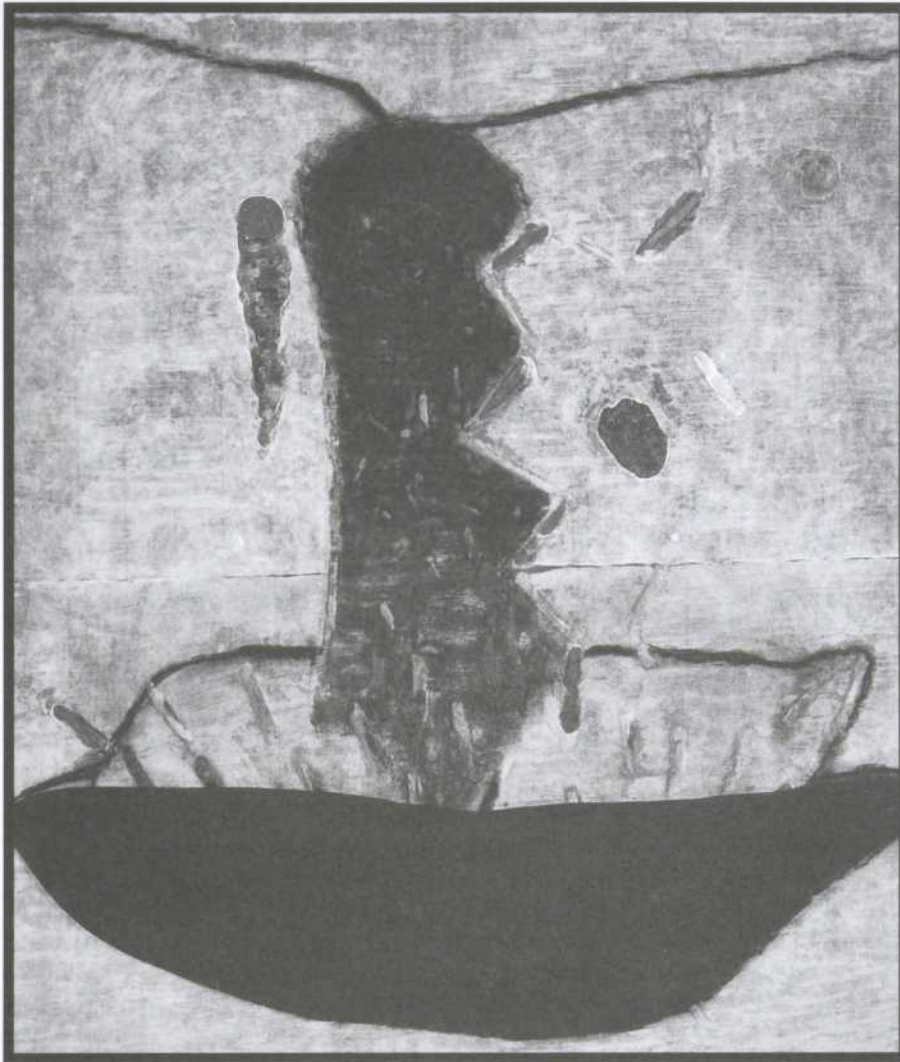
Soit la phrase suivante, lue dans le métro : « L'accessibilité commence par un geste de courtoisie. Merci pour la place. » Cette phrase se veut 1) écrite en français 2) une incitation à respecter l'une des règles élémentaires de politesse qui consiste à céder sa place, dans les transports en commun, aux femmes enceintes, aux personnes âgées ou handicapées. Comme il arrive régulièrement en pays de bilinguisme séparé, on est ici en présence d'une phrase qui a l'apparence du

**Il ne s'agit pas d'entretenir avec la langue française des rapports patrimoniaux, crispés et conservateurs [...] Il s'agit simplement (et plus malaisément) de viser la maîtrise d'une langue pour pouvoir en jouer souverainement.**

français, sans en être pour autant. Sans le recours à l'affiche illustrée, on ne comprendrait rien à ce langage abstrait (qu'est-ce que l'accessibilité? Celle de qui, et par rapport à quoi?), mâtiné de tournures anglaises (geste de courtoisie) et d'une familiarité à la syntaxe douteuse (merci pour). Passé le premier mouvement de perplexité, l'envie de traduire en français correct cette phrase écrite en novlangue fait-elle obligatoirement de vous un puriste? Après tout, la France est elle aussi malencontreusement frappée par le mal administratif qui prend à bas des formes tout aussi glaçantes que celles, au Québec, qui expriment chaque jour la réalité des « voitures » et des « couples » dans la langue de bois des « véhicules » et des « conjoints ». Brrr.

On ne s'attardera pas sur ce qui semble faire consensus, à savoir la nécessité de corriger les fautes – mais encore faut-il les reconnaître : genre des noms (*un* autobus), emploi des prépositions (*dans* la rue), bon usage des verbes transitifs et intransitifs (quitter les lieux, ou qui on voudra, mais quitter quelque chose ou quelqu'un, ce qui est du reste dans l'ordre des choses...), respect des modes verbaux (bien que suivi du subjonctif; après que, de l'indicatif). En pratique, l'adoption de nouvelles habitudes nées de l'assimilation des règles grammaticales doit pouvoir compter sur le temps pour devenir naturelle. En attendant, il se trouvera toujours des démagogues pour prétendre qu'on veut, par ce respect jugé excessif des règles, humilier le peuple et sa mère, et des paresseux, pour ajouter qu'il suffit de se comprendre pour être satisfaits.

Et il y a le mot juste. En même temps que disparaissait, en France comme au Québec, tout un vocabulaire paysan, riche et précis, faute d'une réalité idoine à désigner, il faut reconnaître que, de façon générale, la faible scolarisation des Canadiens français au XIX<sup>e</sup> siècle a entraîné chez ces derniers un appauvrissement du vocabulaire, dont le français québécois porte les séquelles. Du coup, l'usage au Québec a consacré à tort des imprecisions ou des approximations qu'on devrait pouvoir sacrifier sans état d'âme identitaire, au profit du mot juste, n'en



MARC GARNEAU,  
*PRESSENTIMENT*,  
TECHNIQUES MIXTES  
SUR PAPIER SUR BOIS  
BRÛLÉ, 81 X 71 CM,  
1995/2001

déplaie, encore une fois, aux compilateurs de dictionnaires militant pour une langue proprement québécoise. Malgré tous leurs efforts, le foyer et la cheminée ne désigneront jamais les mêmes choses, la tablette et l'étagère non plus.

### Le culte de la distinction

On vous dira : qui ne commet jamais de fautes? Comme s'il s'agissait d'être sans reproche! Autre argument sans réplique : dans l'état actuel de la planète, chipoter sur un du ou un de paraît bien dérisoire.

Pourtant, faut-il rappeler cette évidence que la langue touche aux aspects fondamentaux de la vie en société – éducation, culture, religion, histoire, rapport à la tradition, rapport à l'autre, rapport à soi, et que les questions qu'elle soulève, par conséquent, n'ont rien de dérisoire? Dans un essai paru récemment, *La littérature et les dieux*, l'écrivain Roberto Calasso s'est employé à montrer le détournement sémantique exercé par les *Poésies* de La Fontaine sur un passage célèbre de La Bruyère. « Tout est dit et l'on vient trop tard, écrivait ce dernier au XVII<sup>e</sup> siècle, depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent. Sur ce qui concerne les mœurs, le plus beau et le meilleur est enlevé; l'on ne fait que glaner après les anciens et les habiles d'entre les modernes. »

Calasso y voit « l'*exemplum* même de la culture, de la lente transmission du savoir, de la *douceur* qui imprègne avec le temps la civilisation, qui l'émousse, l'exténue », et que les plus habiles des nouveaux modernes, pourrait-on ajouter, voudront revivifier, alors que le « barbare » La Fontaine saccage, en écrivant : « Rien n'est dit. L'on vient trop tôt depuis plus de sept mille ans qu'il y a des hommes. Sur ce qui concerne les mœurs comme pour le reste, le moins bon est enlevé. Nous avons l'avantage de travailler après les anciens, les habiles d'entre les modernes. »

La Fontaine, né Isidore Ducasse, à Montevideo, dans le Nouveau Monde, était-il vraiment un barbare? Peut-être n'avait-il pour lui qu'un trop-plein de vigueur et l'arrogance d'une jeunesse qui s'approprie l'héritage et l'arrange à sa façon – ce qui est encore une manière de le transmettre. En revanche, on peut penser que le « tranquille délire autiste » que lui attribue Calasso, à travers « la pique empoisonnée d'une autonomie », frappe avec encore plus de brutalité au Québec, où l'on est si prompt à se croire né de la dernière pluie. C'est ainsi qu'en strict nationalisme culturel, l'écho même du texte à retourner doit être détruit chez ceux des autonomistes qui défendent l'enseignement prépondérant, voire exclusif pour les plus impitoyables d'entre eux, de la littérature québécoise dans

les collègues, au détriment des auteurs classiques, qu'ils soient français, de l'Antiquité ou étrangers.

Le serpent de mer a été aperçu récemment. Il reviendra. Car il n'est que la transposition, logique et effrayante, sur le plan de l'enseignement de la littérature, du même délire autiste qui atteint les défenseurs d'une langue dite québécoise, débraillée mais si drôle, que l'on voudrait tout à fait distincte de la langue française. Le péril est de taille. Faire en sorte, par laxisme ou au nom d'une pseudo-estime nationale, de réduire

**En pratique, l'adoption de nouvelles habitudes nées de l'assimilation des règles grammaticales doit pouvoir compter sur le temps pour devenir naturelle. En attendant, il se trouvera toujours des démagogues pour prétendre qu'on veut, par ce respect jugé excessif des règles, humilier le peuple et sa mère, et des paresseux, pour ajouter qu'il suffit de se comprendre pour être satisfaits.**

le français que l'histoire a transplanté dans le Nouveau Monde au statut de dialecte du Bas-Rhin, alors que la plupart des pays francophones d'Afrique, d'Asie, du Maghreb et de l'Europe occidentale ne craignent pas d'enseigner et de pratiquer, à l'écrit du moins, un français normatif et châtié, c'est donner le coup de grâce – à supposer que l'entreprise de déculturation réussisse – à cette même langue française que l'on prétend défendre contre l'envahisseur anglo-saxon, et ceci avec le sourire stupide des bourreaux.

### Quelle émancipation?

À la différence des pays du Maghreb, où le processus d'arabisation allant de pair avec la décolonisation a pu se faire, non sans tragédie, par le truchement d'une tout autre langue, préservant, du coup, le « corps » du français pour ceux qui voulaient bien (ou le pouvaient, par le biais de l'éducation) s'en rendre maîtres, au Québec, le processus d'émancipation coloniale s'est fait de façon moins violente il est vrai – ni sang, ni guerre d'indépendance, ni massacres –, mais il a été mené à l'intérieur de la même langue que celle pratiquée en métropole, en infligeant des blessures plus profondes, par conséquent, au « corps » du français, à travers lequel il faisait bon, dans les années 70, s'en prendre au maître.

Si un tel processus d'émancipation est légitime, il doit être dépassé. Surtout, il importe de prendre conscience que la forme particulière qu'il a prise ici sur le plan linguistique, où l'on n'a eu de cesse de confondre le jocal, sociolecte, et le français québécois, pour ne rien dire de cette autre confusion entretenue entre les registres de la langue (familier, soutenu,...) et l'accent (qui ne serait que québécois ou

français), ce processus de québécoisation à tout crin, qui confine le Québécois au pittoresque et rejette comme des traîtres à la patrie ceux qui ne se reconnaissent pas dans le portrait coloré que l'on fait des Québécois, ne peut que mener à l'isolement du Québec : par rapport à la France, mais aussi par rapport au monde francophone, où, pourtant, les Québécois pourraient davantage faire entendre leur voix sans passé colonial – pourvu qu'elle soit intelligible...

Parallèlement, pour plusieurs écrivains algériens de la génération des Mohamed Dib, mais aussi pour ceux de l'après-indépendance, la maîtrise de la langue française est apparue comme la meilleure arme à retourner contre le colonisateur, et on sait que V. S. Naipaul a pu défendre la même idée à l'intérieur de la langue anglaise et être entendu à Stockholm.

Ah! si seulement nous parlions huron! se lamentait le poète canadien-français Octave Crémazie, au XIX<sup>e</sup> siècle, depuis son exil parisien. Mais voilà, poètes ou non, intellectuels ou non, bon nombre de néo-Québécois ne se laissent pas enfermer dans une appartenance française ou anglaise, mais habitent l'italien, l'un ou l'autre dialecte de l'arabe, l'hébreu, le cambodgien, l'espagnol ou le russe. Aussi le français qui ambitionne de souder les éléments d'une telle société a-t-il intérêt à être un français rigoureux, vigoureux, pourvu de particularités certes, mais français toujours, respectueux du génie de la langue française, réglée et cependant vivante, bousculée, travaillée de toutes parts. À défaut de quoi il deviendra un quelconque patois louisianais du nord, auquel échapperaient, faute d'en maîtriser les subtilités, l'ironie, les vertus de la contrainte, l'art de la conversation, la rhétorique, et dont les écrivains s'entre-célébreraient frileusement, se félicitant de réussites accomplies dans la serre chaude du territoire national où la langue, comme chacun sait, est chose menacée et fragile, tout ceci en se piquant d'ouverture sur le monde, en rêvant d'une gloire internationale et en nourrissant une secrète admiration, vite camouflée en mépris, pour les beaux parleurs et les faiseurs de phrases d'outre-Atlantique.

Il n'y a qu'à regarder autour de soi : les « retours d'Europe » continuent d'affluer et ils n'ont rien perdu de l'amertume des années 50. Mais ces regrets exprimés sur « le Québec si petit » ont de moins en moins à voir avec la plainte d'Octave Crémazie, d'où s'élève maintenant un nuage de poussière qui est bien celui du cabinet de l'historien. Dans ce lamento encore repris de nos jours, s'agissant pourtant d'une société dynamique, capable d'exercer une séduction auprès de nombreux ressortissants de l'Ancien et du tiers monde, il faut peut-être entendre les protestations que des Québécois, voyageurs, plus instruits que jamais et curieux de tout, font entendre quand, en matière de langue française ou d'enseignement de la littérature, une poignée d'ayatollahs rentrés, militants d'un combat d'arrière-garde, veulent leur maintenir enfoncée sur la tête la tuque de l'habitant, dont il n'y a pas à rougir mais qui n'est plus de saison, et qu'eux-mêmes continuent de porter par tous les temps. ●

## Pour prolonger la réflexion

### LIVRES

BOUCHARD, Chantal, *La langue et le nombril. Une histoire sociolinguistique du Québec*, Montréal, Fides, 2002.

BOUCHARD, Pierre (dir.), *Langues et mutations identitaires et sociales*, Québec, Éditeur Officiel du Québec, 1999.

CALASSO, Roberto, *La littérature et les dieux*, Paris, Gallimard, 2002.

DOR, Georges, *Chu ben comme chu. Constats d'infractions à l'amiable*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 152 pages, 2001.

OUELLET, Pierre (dir.), *Politique de la parole. Singularité et communauté*, Montréal, Trait d'union, 2002.

PELLERIN, Gilles, *Récits d'une passion : florilège du français au Québec*, Québec, L'instant même, 1995.

PLOURDE, Michel (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie*, Conseil de la langue française, Montréal, Fides, 2000.

ROBIN, Régine, *Le deuil de l'origine, une*

*langue en trop, la langue en moins*, Saint-Denis, Presses de l'Université de Vincennes, 1993.

TERMOTE, Marc, *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Québec, Conseil de la langue française, 1999.

### SITES INTERNET

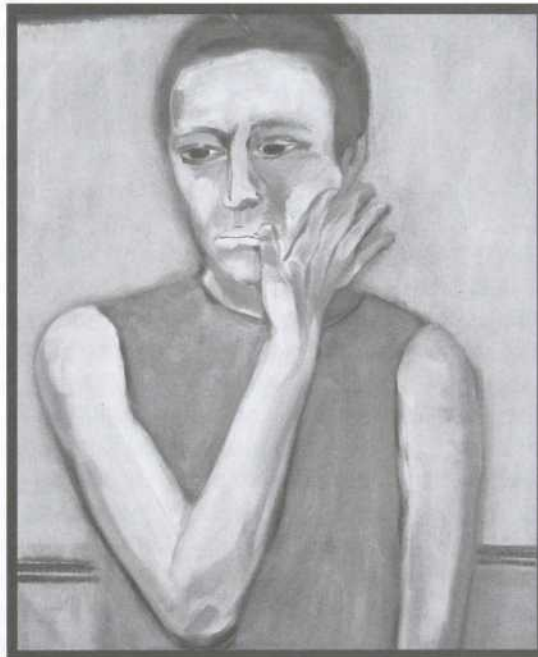
Le grand dictionnaire terminologique (Office de la langue française) : [granddictionnaire.com](http://granddictionnaire.com)

Association internationale des études québécoises : [aieq.qc.ca](http://aieq.qc.ca)

## Prochain numéro

Le numéro de décembre de la revue *Relations* sera distribué en kiosques et en librairies dès le début décembre. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la natalité où on trouvera, entre autres choses, un tableau de la situation démographique du Québec, situé dans le contexte mondial; des analyses sur les politiques familiales québécoises; une réflexion les nouvelles conceptions du couple, de la parentalité, de la filiation et du rapport des adultes à l'enfant dans la société contemporaine;
- un article sur la Birmanie et la récente libération d'Aung San Suu Kyi;
- un article sur le traitement des déchets dans notre société de surconsommation;
- une controverse sur le bénévolat : résistance à la marchandisation?;
- la suite de la chronique de la poète Hélène Dorion, illustrée par Elmyrna Bouchard;
- des œuvres de notre artiste invitée, Michèle Delisle.

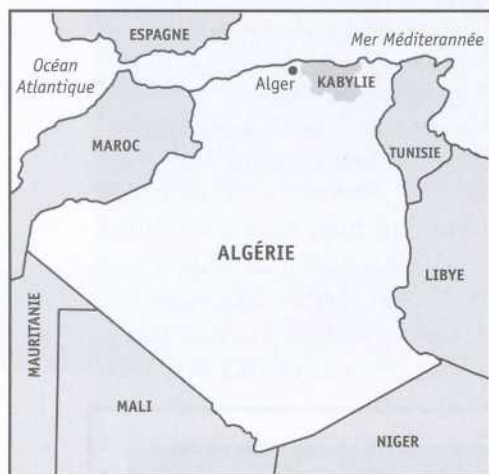


MICHÈLE DELISLE, *LE DÉMAQUILLAGE*, HUILE SUR TOILE, 65 x 85 CM, 2002. PHOTO : RICHARD-MAX TREMBLAY

# L'interminable crise algérienne

Le modèle politique algérien a tendance à se reproduire sans trouver comment résoudre les contradictions qui le traversent.

ADDI LAHOUART



L'AUTEUR EST  
MEMBRE DE L'INSTITUT  
D'ÉTUDES POLITIQUES  
DE LYON ET DU  
INSTITUTE FOR  
ADVANCED STUDY  
DE PRINCETON.  
IL VIENT DE PUBLIER  
SOCIOLOGIE ET  
ANTHROPOLOGIE DE  
PIERRE BOURDIEU,  
LA DÉCOUVERTE,  
2002

Ouverte en janvier 1992 par l'annulation des élections législatives gagnées par les islamistes, la crise algérienne perdure encore à travers les mêmes contradictions apparemment insolubles. Les militaires exigent des islamistes qu'ils déposent les armes et qu'ils acceptent la primauté de l'armée dans le champ politique, et les islamistes exigent des militaires qu'ils renoncent d'être la source du pouvoir. Cependant, la situation sur le terrain n'est plus ce qu'elle était entre 1992 et 1995. Aujourd'hui, les principaux maquis islamistes ont été liquidés, bien qu'il en subsiste quelques-uns dans les massifs montagneux. Mais la population continue de subir la violence de groupes « islamistes » manipulés par l'armée qui a favorisé l'émergence de « seigneurs » de la guerre locaux dont la mission est de détruire tout maquis islamiste nouveau et de dissuader la population de le soutenir.

L'absence d'informations sur les tueries et les combats sur le terrain obéit aux lignes de force du champ politique

qui demeure opaque. Ainsi, la lecture de la presse algérienne ne suffit pas à l'observateur ou à l'universitaire pour se faire une opinion sur les rapports de force réels et les véritables enjeux de la lutte, car cette presse n'échappe pas à l'opacité du régime dont elle reproduit les logiques. Surveillés et harcelés, les journalistes ont une marge de manœuvre très étroite pour commenter l'actualité. Nous distinguerons quatre dynamiques qui « travaillent » le champ politique algérien.

## La dynamique militaire

Au-delà des dispositions de la Constitution, la caractéristique essentielle du champ politique algérien est la dynamique militaire qui pousse à la mainmise de l'armée sur l'État. Ayant libéré le pays de la domination coloniale, l'armée a joui d'une légitimité qui lui a permis, au lendemain de l'indépendance, d'interdire les partis, accusés de diviser le peuple. Elle s'est imposée comme source de pouvoir, choisissant des élites civiles pour réaliser un développement sur le modèle de l'économie administrée.

Après l'échec de ce modèle, qui a coupé l'État de la population, la Sécurité militaire a dû fournir plus d'efforts de surveillance et de répression pour combler le déficit en légitimité du régime, qui a profité d'abord aux islamistes. D'où le contrôle du champ politique : la Sécurité militaire (avec 20 000 hommes et 100 000 indicateurs, selon les rumeurs) désigne le président, choisit les principaux ministres, distribue le nombre de sièges à l'Assemblée nationale, noyaute les partis politiques, le syndicat des travailleurs, les journaux privés, etc. Épine dorsale du régime qui n'a plus désormais ni légitimité, ni crédibilité, son objectif essentiel aujourd'hui est de maintenir l'opacité d'un système où les généraux

exercent le pouvoir réel en étouffant les potentialités de la société et de l'État.

La dynamique militaire est nourrie par des facteurs idéologiques et politiques dans ce sens où de nombreux militaires impliqués dans des affaires de corruption risqueraient d'aller en prison si l'armée ne contrôlait pas l'État et son bras séculier, la justice.

## La dynamique étatique

La légitimité des dirigeants provient de l'armée qui les dote d'une responsabilité limitée à la gestion administrative. La faiblesse de l'État découle du fait qu'il jouit d'une autorité limitée, ce qui l'amoinde dans ses capacités à répondre aux besoins urgents de la société. Les militaires ne cooptent que les civils qui adhèrent à leurs schémas politiques : des personnes sans convictions qui acceptent d'exercer un pouvoir formel. Ce sont les mêmes élites civiles qui gèrent le pays depuis 1962 (A. Bouteflika, R. Malek, S.A. Ghazali, B. Abdessalam, etc.), élites totalement coupées des réalités quotidiennes du peuple tant elles sont usées par l'exercice du pouvoir.

En l'absence d'une vie politique démocratique, des réseaux de clientèle se sont constitués pour faire des fonctions de l'État des sources d'enrichissement personnel. La subordination de la justice à l'administration gouvernementale favorise la privatisation de l'État et les luttes pour les positions d'influence. D'où la corruption qui a gangrené l'administration. Gendarmerie, justice, police, douanes, impôts... sont accusés par la population de les rançonner quotidiennement. Villes et villages souffrent de la pénurie d'eau toute l'année et particulièrement en été. Le déficit en logements est énorme. Le mécontentement est si grand que les émeutes sont devenues courantes avec leurs lots de destruction d'édifices publics : sous-préfectures, mairies, gendarmerie...

## La dynamique des émeutes

Régime à parti unique depuis l'indépendance acquise en 1962, l'Algérie avait promis à sa population un progrès social et une redistribution équitable des richesses. Ces promesses avaient été plus ou moins tenues dans les années 70, dans le cadre d'une économie fortement étatisée. La chute des prix mondiaux du pétrole dans les années 80, aggravée par une forte croissance démographique, a rompu le contrat entre la population et l'État. Ayant refusé l'émergence de contre-pouvoirs institutionnels et s'opposant à l'apparition de corps intermédiaires, le régime fait désormais face aux émeutes récurrentes, seul mode d'expression des populations démunies.

Noyautés par la Sécurité militaire ou harcelés par elle, les partis politiques (au nombre d'une soixantaine) ne constituent pas le cadre légal dans lequel s'exprimeraient éventuellement les revendications des populations. Les élections locales et nationales (pour les postes de maire et de député) sont truquées, et ce sont les représentants des plus puissants réseaux clientélistes qui se font « élire ».

Aussi, la jacquerie urbaine est devenue le moyen par lequel la population tente d'attirer l'attention des dirigeants. Les émeutes éclatent en général à la suite d'une rumeur ou d'une injustice flagrante de la part de l'administration ou des gendarmes. Des jeunes désœuvrés se rassemblent devant un édifice public pour manifester leur exaspération et, au fur et à mesure que la foule grossit, le rassemblement tourne à l'émeute avec incendies et destruction des symboles de l'État, et parfois des bars et des cabarets. La tension dure quelques jours pour retomber d'elle-même, comme si la population cherchait à ce que la presse nationale parle de la localité et de ses problèmes : corruption, chômage, prostitution, pénurie d'eau, de logements...

Depuis avril 2001, en Kabylie, les émeutes se déroulent toutefois dans un cadre organisé pour s'inscrire dans la durée jusqu'à la satisfaction de la plateforme dite d'El-Kseur, dont l'objectif est

l'avènement d'une démocratie. Deux des revendications contenues dans le document provoqueraient, si elles étaient satisfaites, une transition démocratique similaire à celles des anciennes dictatures communistes de l'Europe de l'Est, en ce qu'elles exigent la comparution devant des tribunaux des responsables militaires qui ont donné l'ordre de tirer sur la foule, et que toutes les fonctions d'autorité politique soient électives. Or l'ordre de tirer sur la foule ne peut provenir que du chef d'État-major de l'armée (le général Mohamed Lamari) ou de son subordonné, le général Tewfik Médiène, chef de la Sécurité militaire. À moins d'une révolution, il est inconcevable que le régime sanctionne ceux qui exercent le pouvoir suprême. La Sécurité militaire a utilisé ruse et violence pour casser le mouvement sans y parvenir. C'est pourquoi le régime tente de le discréditer en l'accusant de porter atteinte à l'unité nationale et en médiatisant fortement une des 15 revendications de la Plateforme : la reconnaissance officielle de la langue berbère. Cela semble avoir réussi à ce jour, puisque le mouvement n'a pas fait tache d'huile dans la capitale et dans le reste du pays.<sup>1</sup>

## La dynamique islamiste

Certainement moins puissant qu'il y a dix ans, le mouvement islamiste est encore à l'œuvre dans le champ politique algérien. Beaucoup de jeunes des quartiers populaires s'en détournent, excédés par la violence dont il est à l'origine. Cependant, les maquis demeurent encore actifs au vu des opérations militaires et du nombre de victimes. Parmi celles-ci, il y a des islamistes armés et des soldats, mais aussi des civils innocents (femmes, enfants, vieillards...) dont les assassinats restent énigmatiques. Certaines hypothèses font état d'actions de représailles, menées par la contre-guérilla, destinées à discréditer les islamistes et à punir les villageois soupçonnés de fournir renseignements et nourriture aux maquis.

Au-delà des infiltrations, le mouvement islamiste est atomisé et certains membres du FIS se sont rendus aux autorités militaires, dans le cadre de ladite « concorde civile », qui les utilisent comme auxiliaires.

Bénéficiant de la rente pétrolière et du soutien de l'Occident, notamment après les attentats du 11 septembre, le régime continue d'ignorer les demandes politiques de la population. À moins d'une extension de la protestation citoyenne de la Kabylie à tout le pays, ou d'une prise



de conscience des militaires pour remettre le pays sur les rails de la transition démocratique, le modèle algérien risque de perdurer au gré des émeutes, des massacres et des élections truquées. ●

MARCHE POUR LA  
DÉMOCRATIE À ALGER,  
LE 14 JUIN 2001,  
CANAPRESS/NABIL

1. Le mouvement de protestation en Kabylie a dépassé le stade des émeutes sans lendemain parce que la région avait déjà connu une semaine d'émeutes en avril 1980 qui ont produit des noyaux informels de dissidence et des élites contestataires, certes divisées, mais unies contre le régime. Chaque année, au mois d'avril, la région commémore les événements de 1980 en défiant le pouvoir central. C'est à l'occasion de la commémoration de 2001 que la gendarmerie a assassiné froidement dans ses locaux le jeune Guerrouh Massinissa, ce qui a mis le feu aux poudres. Mais à la différence des soulèvements précédents, cette fois-ci les « émeutiers » se sont dotés de structures organiques démocratiquement élues (les comités des *arouch* et des villages) pour s'inscrire dans la durée et pour demander un changement démocratique pour tout le pays.

# Faut-il craindre le *politically correct*?

Entourloupette langagière utilisée à bon ou à mauvais escient, le *politically correct* cherche à présenter des réalités historiquement bafouées sous des airs sympathiques.

**BENOÎT LEBLANC**

Le *politically correct* (PC) touche d'abord les choses et, avant tout, la pensée. Et la langue, dans sa dynamique sociolinguistique, emboîte le pas, véhiculant ce mode de pensée, servant de paravent à ce camouflage controversé. Il s'agit ici de gommer les réalités trop crues, de les ôter de la vue des âmes bien pensantes ou de les montrer sous un meilleur jour à la face même du bon peuple. Quelles en sont les manifestations? Notre intention n'est pas de passer en revue les tournures PC. Un grand nombre sont courantes, tant elles sont répétées *ad nauseam* dans les médias.

## À la rescousse du dévalorisé

Nous nous intéresserons particulièrement à l'adjectif *premier* et à ses avatars dans le merveilleux monde de la bienséance langagière. Ce cas de figure, de figure toute virginale, prétend accorder la première place à tout ce qui a été historiquement bafoué, idéologiquement éludé ou socialement marqué plutôt de manière négative. *Premier*, un adjectif tout empreint de naïveté, d'innocence – qu'on se souvienne de ses premiers pas, de sa première communion, du premier baiser, etc. –, un adjectif qui a rejoint les rangs de la nouvelle orthodoxie.

*Premier* (oups!) exemple : ainsi vient-on de découvrir que certains arts n'étaient plus primitifs, mais premiers, ces manifestations artistiques incluant les œuvres créées notamment par les artistes des Premières nations, lesquels n'habitent pas nécessairement les premiers quartiers. En fait, ces vieux quartiers étant

trop défavorisés pour être considérés comme historiques, ils deviennent premiers. Toutefois, les euphémismes se rapportant aux choses portent peu à conséquence : ils sont anodins et portent même à rire. En revanche, il est plus intéressant de jeter un coup d'œil sur les noms de personnes ou de catégories de personnes traduits en PC. Il ne s'agit pas ici d'une charge contre les tenants et les aboutissants des gestes des peuples en cause, mais d'analyser les aberrations linguistiques qui en découlent.

## Halluci-nation

Revenons à l'exemple des « Premières nations ». Cette dénomination se veut à la fois politique et correcte – elle ne fait pas de discrimination linguistique – et il semble que les citoyens concernés préfèrent eux-mêmes s'appeler de cette façon, en lieu et place d'un exonyme, terme signifiant « un nom donné à un groupe, à une communauté, à un peuple, etc., par une personne ou un ensemble de locuteurs extérieurs à ces mêmes regroupements ». Tant mieux. Au cours de l'histoire, lorsqu'on s'est fait successivement affubler de vocables comme « sauvages », « indiens », « amérindiens », etc., il est juste et souhaitable d'améliorer son étiquette, même si la recherche d'une dénomination naturelle demeure toujours naïve et sans issue.

En outre, la création d'une nouvelle appellation remplaçant une forme jugée impropre dissimule souvent des revendications, manifeste un besoin de reconnaissance ou comble une quête d'identité. Mais l'usage de l'adjectif « première » devient ici abusif : que dire des

Premières nations disséminées partout au pays, toutes premières! Ironiquement, posons la question : comment départager ces *ex aequo*?

En revanche, des groupes minoritaires, peu dupes du stratagème politiquement correct, vont utiliser volontairement « leurs » propres exonymes péjoratifs pour exacerber, aux yeux du vaste monde, leur condition d'opprimés. À titre d'exemples d'exonymes, citons le nom *esquimau* signifiant « mangeur de viande crue », accolé aux habitants des mers arctiques par leurs ennemis, c'est-à-dire les *Indiens* (autre exonyme) et *pygmée* du grec *pumaios*, « gros comme le poing ». Ce dernier mot est réservé à des ethnies africaines dont la taille des individus est petite. Dès lors, on peut comprendre leur désir de sortir de l'anonymat, pour ne pas dire de l'exonymat! Mais on peut douter de la justesse des dénominations privilégiées.

## Arme de combat

Le langage est perçu comme une arme de combat, un moyen de corriger les choses : comme si le simple fait de changer le nom des réalités du monde suffisait à le transformer, à l'améliorer, le métamorphoser en paradis sur terre. Quel cratylisme primaire (à savoir coïncidence immédiate des mots avec leurs significations)! Victoire d'une langue qui imiterait la réalité. On cherche l'étiquette conforme à la lecture qu'on en fait. Bref, le PC soutient en quelque sorte une doctrine et l'investit en orientant la pensée humaine. À la merci du trop grand nombre d'adeptes croyant que les mots sont issus de l'être des choses, restons donc à l'écoute pour entendre notamment – revenant à nos exemples précédents – l'expression qui remplacera le mot *premier*. Ce qui ne saurait tarder, tant le souci de la correction politique fait constamment l'objet de la recherche du mot idoine, amenant l'atténuation au comble... du ridicule. ●



L'AUTEUR EST  
PROFESSEUR À  
L'UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC À  
TROIS-RIVIÈRES

L'expression a fait florès. Elle est sur toutes les langues. Revêtant le plus souvent une connotation négative, elle est dénoncée comme procédure de rectification du langage allant dans le sens du conformisme social. Elle a pourtant été po-

pularisée par le mouvement féministe, dans les années 70, dans le but de démonter les mécanismes langagiers qui consolident l'oppression. Elle est bien une arme politique, mais quelle conception du langage sous-entend-elle au fond?

## Les opposants au mouvement *politically correct*, retranchés dans la grammaire comme s'il s'agissait d'un lieu immuable, tentent de penser l'impensable : une langue sans histoire.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

L'expression *politically correct* (PC), qui vient de l'extrême-gauche occidentale des années 1930 et 1940, désignait avec ironie chez les militants modérés ou anarchistes la ligne officielle tracée par Moscou, à laquelle ils s'opposaient. C'est dans les années 1980, et surtout 1990, que l'expression est redevenue à la mode, surtout au sein d'une certaine droite morale et culturelle. Les féministes, les afro-américains, les homosexuels et ceux et celles qui cherchent à redresser les torts subis par les « minorités » furent étiquetés avec mépris comme « politiquement corrects », une attitude associée dans l'esprit des anti-PC à une censure, voire même à un totalitarisme *soft*. Cette expression devrait laisser entendre que les luttes de reconnaissance menées par une certaine gauche sur le front identitaire et culturel avaient eu un succès si percutant qu'elles étaient parvenues à imposer un contrôle sur la pensée et le langage. Les femmes occidentales, par exemple, avaient obtenu le droit de voter et d'être élues, d'entrer dans toutes les facultés universitaires, de pratiquer (presque) tous les métiers. Mais que certaines d'entre elles désirent maintenant ajouter un « e » à certains mots, voilà qui serait tout à fait révoltant!

### Les reproches de ses détracteurs

Attention : si les PC jouent de la langue à des fins politiques, cela ne signifie pas que chaque jeu de mot à des fins politiques s'inscrit dans la mouvance PC. Des

forces dominantes jouent, elles aussi, avec les mots pour déjouer l'esprit critique, comme c'est le cas du Pentagone et ses expressions « bombes intelligentes » et « bombes sales », les premières associées aux « bons » soldats américains, les secondes aux mauvais terroristes arabes. Mais ce n'est pas parce que le Prince et ses scribes jouent avec les mots (ce qu'ils ont toujours fait) qu'il faut les associer au mouvement PC. Ce qui caractérise le mouvement PC d'aujourd'hui, c'est qu'il prend résolument parti pour les groupes qu'il juge défavorisés. Or les anti-PC reprochent rarement ouvertement aux PC de (re)travailler la langue pour qu'elle soit plus respectueuse de ces « minorités » dont les membres ont une sensibilité bien évidemment exacerbée après des siècles de discrimination, voire d'oppression. Les anti-PC accusent plutôt les PC d'empêcher l'esprit de se déployer librement et de couper la spontanéité de l'humour par le contrôle qu'ils tentent d'exercer sur les mots.

### Une posture hypocrite

La langue est-elle un jardin anglais ou français? Selon l'approche du jardin français, bien ordonné et aux lignes tranchées, qu'affectionnent les anti-PC, il serait non seulement ridicule mais même scandaleux de vouloir féminiser la langue ou d'encourager l'utilisation d'expressions moins méprisantes que « nègre », « youpin », « sauvages », « tapettes », « mongoles », etc.

Curieusement, les anti-PC, drapés dans leur courroux et adoptant la posture du résistant face à cette nouvelle censure font à la fois preuve d'une étrange am-

nésie et d'une troublante hypocrisie. Amnésie, d'abord, car ils semblent oublier qu'il y a des règles (formelles ou non) de bienséance langagière en tous temps et en tous lieux. Hypocrisie, enfin, car associer le PC à la « censure », c'est ne pas voir que de nombreux auteurs influents publient des textes contre les PC, non pas dans la clandestinité, mais chez Gallimard (Alain Finkielkraut et François Furet, par exemple), et qu'il y a même une émission s'intitulant *Politically incorrect* diffusée à la télévision américaine. Bref, il est beaucoup plus sexy – et politiquement correct – de se dire politiquement incorrect que l'inverse...

### Une langue à l'épreuve du politique

Il est également curieux de constater que les anti-PC semblent croire naïvement que la langue ne devrait pas se ressentir des véritables révolutions sociopolitiques telles que les multiples victoires du féminisme, qui ont fait accéder les femmes en quelques dizaines d'années au statut de citoyennes à part entière. En travaillant la langue comme ils le font, les PC démontrent un véritable amour de la langue. Mais cette langue, ils ne la conçoivent pas comme une langue morte. Que les PC jouent des mots pour lutter, pour gagner les esprits, il n'y a là rien d'étonnant. Plutôt que de chercher à mettre la langue à l'abri du politique – ce qu'elle ne fut jamais nulle part –, les anti-PC devraient plutôt clairement se positionner dans le champ politique et se dire pour ou contre le féminisme, l'antisémitisme et le racisme, les droits des handicapés, etc. ●

L'AUTEUR, ÉCRIVAIN, EST CHERCHEUR EN SCIENCE POLITIQUE AU MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY



## Lutte contre le VIH

La Compagnie de Jésus, en Afrique, vient d'établir un réseau jésuite africain contre le SIDA. Ce réseau poursuit un triple objectif : aider les Jésuites dans chacun des pays africains à donner une réponse au défi du SIDA, réunir des groupes nationaux au sein d'un réseau continental de la Compagnie doté de capacités d'action et collaborer avec d'autres groupes et avec l'ensemble de l'Église et de la Compagnie, en partageant les informations, les compétences et les ressources financières. L'an dernier, une enquête avait permis de déterminer les priorités : éducation des jeunes à la prévention, assistance aux malades à domicile, travail avec les orphelins et les familles en deuil, services médicaux et sociaux, éducation populaire.

## Malnutrition en Cisjordanie

Une étude réalisée par le Bureau central palestinien des statistiques pour l'UNICEF révèle que 45,5 % des enfants palestiniens âgés de six mois à cinq ans souffrent de malnutrition chronique, c'est-à-dire que leur croissance a été retardée par un régime alimentaire pauvre. Par ailleurs, 32,5 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë : ils ont un poids inférieur à celui de leur tranche d'âge et de taille. En comparant ces chiffres avec ceux de l'année 2000, le rapport conclut que le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a augmenté de 22,6 % et que celui des enfants dont le poids est insuffisant pour leur taille a enregistré une hausse de 50 %.

## Des lettres qui font mal

Le groupe pacifiste israélien Gush Shalom, dont le fondateur a reçu cette année le prix Nobel de la paix alternatif, vient de subir les foudres du gouvernement et de hauts gradés de l'armée, à la suite de l'envoi d'une vingtaine de lettres à des officiers (avec copie au ministère de la Défense et aux médias). L'envoi de ces lettres avait été décidé après que la radio publique ait refusé de diffuser une annonce payée enjoignant les soldats à ne pas obéir à des ordres illégaux et injustes. S'ajoutait l'envoi d'un manuel aux soldats les informant des actes condamnés par les lois internationales signées par Israël, dont le meurtre des blessés, les exécutions extrajudiciaires, les tirs contre des civils désarmés, la torture, l'empêchement de soins médicaux, la déportation. Le manuel conclut : « Soldat, rappelle-toi ! Tu dois refuser tout ordre illégal. Si tu es témoin de crime de guerre, ton devoir est de le rapporter » ! Dans les lettres envoyées aux officiers, Gush Shalom prévient qu'il compile des faits qui pourraient incriminer ces officiers lors d'un éventuel procès pour crimes de guerre. Le premier ministre Ariel Sharon a demandé au procureur général d'entamer des procédures judiciaires contre l'organisation, accusée de miner le moral des troupes en « temps de guerre ». Le ministre de la Justice est même allé jusqu'à traiter l'organisation de « cinquième colonne ». ([www.gush-shalom.org](http://www.gush-shalom.org)).

## Maison Parent-Roback

L'article de Nicole Laurin : « Quel avenir pour les religieuses du Québec ? » dans le n° 677 de *Relations* comportait une erreur au sujet de l'acquisition de la Maison Parent-Roback. L'édifice n'a pas été acheté par douze communautés mais par plusieurs regroupements nationaux de femmes, grâce à l'aide de partenaires financiers. Des communautés religieuses ont contribué à la mise de fonds par des prêts solidaires, c'est-à-dire à faibles taux d'intérêts.

## Pollution décrétée

À la suite du récent procès d'un militant accusé d'entrave aux policiers lors d'une désobéissance civile à l'usine Magnola, située près d'Asbestos, le Collectif de lutte aux organochlorés envisage la possibilité de contester la validité du décret gouvernemental, promulgué le 8 avril 1998, autorisant la construction de cette usine. Même si l'accusé a été reconnu coupable du chef d'accusation – mais absout inconditionnellement –, le jugement donne raison aux experts qui ont témoigné en sa faveur quant à l'extrême nocivité des émanations d'organochlorés due au procédé d'extraction du magnésium utilisé par Magnola. Le jugement met également en relief le fait troublant selon lequel le décret a été promulgué malgré un rapport environnemental négatif et de manière précipitée, afin de devancer la signature par le Canada de la Convention de Stockholm, en mai 1998, prévoyant la tolérance zéro pour les organochlorés.

## Francine Tardif 1955-2002

# Le grand bonheur d'exister

Francine Tardif, la doyenne de notre comité de rédaction, nous a quittés le 2 septembre dernier. Jusqu'à la fin de sa trop courte vie de 47 ans, et malgré le mal qui la privait peu à peu de ses forces, elle est demeurée un phare au sein d'une revue qu'elle chérissait.



Intellectuelle passionnée, toujours attentive à la voix de ceux et celles qui souffrent, trop souvent dans l'oubli, Francine détestait le fatalisme dans lequel se complaisent certains esthètes – fussent-ils « de gauche » – contemplant la déferlante du chaos. La beauté, elle la voulait dans le monde, elle la voyait dans le monde, qu'elle savait pourtant traversé de tant d'horreurs, petites ou grandes. Chaque coin de misère qu'elle débusquait se transformait chez elle en motivations à agir, d'une façon toujours informée par une réflexion lucide, imperméable aux effets de mode.

La maladie n'avait en rien altéré la soif de justice qui l'animait. Au contraire. Malgré la douleur, la fatigue, une mobilité de plus en plus réduite, Francine continuait à veiller sur le monde. Il suffit parfois d'un regard ou d'une écoute attentive pour faire basculer le cours des choses. Mais cela, bien qu'essentiel à ses yeux, n'était pas assez pour Francine. Confinée chez elle, elle voulait que son expérience de la maladie – cette grande « aventure », comme elle le disait – puisse

profiter à ceux et celles qui, frappés comme elle, n'avaient pas les mêmes ressources pour affronter cette terrible épreuve. Toujours, elle aura été attentive aux déshérités de ce monde.

À cet égard, les derniers textes de Francine que la revue a eu le privilège de publier sont exemplaires. Dans celui sur « l'affaire Latimer », dont nous reproduisons ici quelques extraits, Francine, à peine remise d'une crise qui avait failli lui être fatale, reprenait le débat sous un angle toujours oublié, celui de Tracy et « du simple, du pur et du grand bonheur d'exister ». À l'écart des positions tranchées opposant les « progressistes » aux « conservateurs », au soir de sa vie, Francine nous disait avec élégance des choses simples mais fondamentales. En les relisant aujourd'hui, ces mots rappellent un autre merveilleux texte qu'elle avait écrit 12 ans plus tôt, dans ces pages, et que nous reprenons en entier.

Viellir, écrivait-elle, c'est « apprendre qu'il est facile d'être malheureuse et bien ardu d'être heureuse ». Elle ajoutait cependant : « pourtant, envers ou grâce à tout, s'impose la vie – généreuse et asséchante, belle et dure. » Francine Tardif, cette chère Francine, c'était ça : une amoureuse de la vie qui savait inoculer cette passion à tous ceux et celles qu'elle côtoyait. C'est pourquoi elle nous manquera. Elle nous manque déjà.

JEAN PICHETTE

MARC GARNEAU,  
GRAAL, TECHNIQUES  
MIXTES SUR PAPIER  
SUR BOIS BRÛLÉ,  
61 x 61 CM,  
1995/2001



## Le temps devant soi

FRANCINE TARDIF

« Il faut prévenir les gens de ces choses-là [...], que c'est tandis qu'elle se vit que la vie est immortelle, tandis qu'elle est en vie. » (MARGUERITE DURAS)

J'ai l'intention de vieillir très longtemps encore. J'ai commencé à le faire il y a une trentaine d'années. Les premières étapes furent presque faciles. L'entrée à l'école, l'arrivée d'une nouvelle petite sœur... l'univers et le possible grandissaient en même temps que moi. Vieillir signifiait alors devenir chaque année plus autonome, plus libre, plus responsable.

Dès l'école secondaire, ce n'était plus tout à fait aussi simple. L'heure des choix irréversibles s'annonçait. Déjà, pour certains, le temps n'était plus donné : il leur fallait, « professionnel court » oblige, apprendre à « gagner leur vie ». Pour tous, l'échéance approchait et nous sentions confusément que, bientôt, le temps serait venu...

À la fin du secondaire, quelques-uns, quelques-unes faisaient de grands sauts dans l'inconnu : premiers suicides, premières grossesses. On se sent parfois tellement jeune et parfois telle-

ment vieille à 17 ans, émerveillée et écrasée par la beauté et le poids du monde... Bouleversée par la transformation des corps et des âmes tout au long de ces nuits, longues et blanches, à réinventer l'avenir et le monde. Obligée de dissimuler la fillette qui persiste à vivre en soi, rêvant de la femme qu'on pourrait être, prisonnière de la jeune fille que l'on est.

Puis arrivent le premier emploi, les premiers voyages, les premiers engagements. La découverte de la politique, du féminisme, du tiers monde. Les emballements devant les causes... et ceux qui les défendent...

À partir de là, tout s'accélère. Les années disparaissent de plus en plus vite. Une ou deux périodes sombres, d'autres lumineuses. Quelques tempêtes, des giboulées, des éclaircies. Apprendre qu'il est facile d'être malheureuse et bien ardu d'être heureuse. Intégrer pêle-mêle à son vocabulaire mélancolie, maturité, épanouissement, réalisme, assurance, irrémédiable, long terme. Admettre que les « feuilles mortes se ramassent à la pelle, les souvenirs et les regrets aussi ». Découvrir que si « c'est à trente que les femmes sont belles », « après, ça dépend d'elles ». Se savoir plus forte et plus fragile que les apparences ne le laissent soupçonner. Sentir que le rythme de ses saisons intérieures se dissocie de celui du calendrier ou de l'horloge biologique. Savourer un peu moins les contrastes, davantage les nuances et aimer avec une intensité douce.

Noter, parfois, que les émerveillements se font plus rares, les enthousiasmes plus paresseux. Succomber, plus souvent peut-être, à la tentation de vouloir imposer son « expérience » à une plus jeune. Craindre, un peu, « ce qui s'en vient » et que les plus vieilles surmontent mal. Établir un rapport nouveau avec la mémoire. Arriver à l'âge du « maintenant » et se sentir encore les mains presque vides.

Pourtant, envers ou grâce à tout, s'impose la vie – généreuse et asséchante, belle et dure. Pourtant, malgré tous les cris du monde, « l'oreille ne se remplit pas de ce qu'elle entend » (Qoh. 1.8). Et même si, depuis toujours, « tous les torrents vont à la mer », la mer n'est toujours pas remplie (Qoh. 1.7).

Je comprends mal qu'on puisse souhaiter « mourir jeune ». Pour ma part, je veux vivre, et donc vieillir, très longtemps; devenir, finalement, une vieille dame qui a tellement eu peur qu'elle n'a plus peur d'avoir peur. Qui peut, en toute connaissance de cause, assumer des risques en face desquels elle aurait autrefois reculé. Qui ne croit plus ni à la vallée de larmes ni au jardin de roses, mais qui tient à son corps-à-âme avec la vie. Qui, avant même la résurrection de la chair, aspire à l'humanité totale. Et qui, tout en sachant que ce que nous serons n'a pas encore été manifesté, n'a jamais fini de connaître celle qu'elle est déjà.

Cela demande des milliers de jours comme des milliers de nuits. Et même avec beaucoup de temps devant moi, je sais déjà qu'il m'en manquera. Il m'en manque déjà.

RELATIONS, N° 550, MAI 1989

## Tu ne tueras point

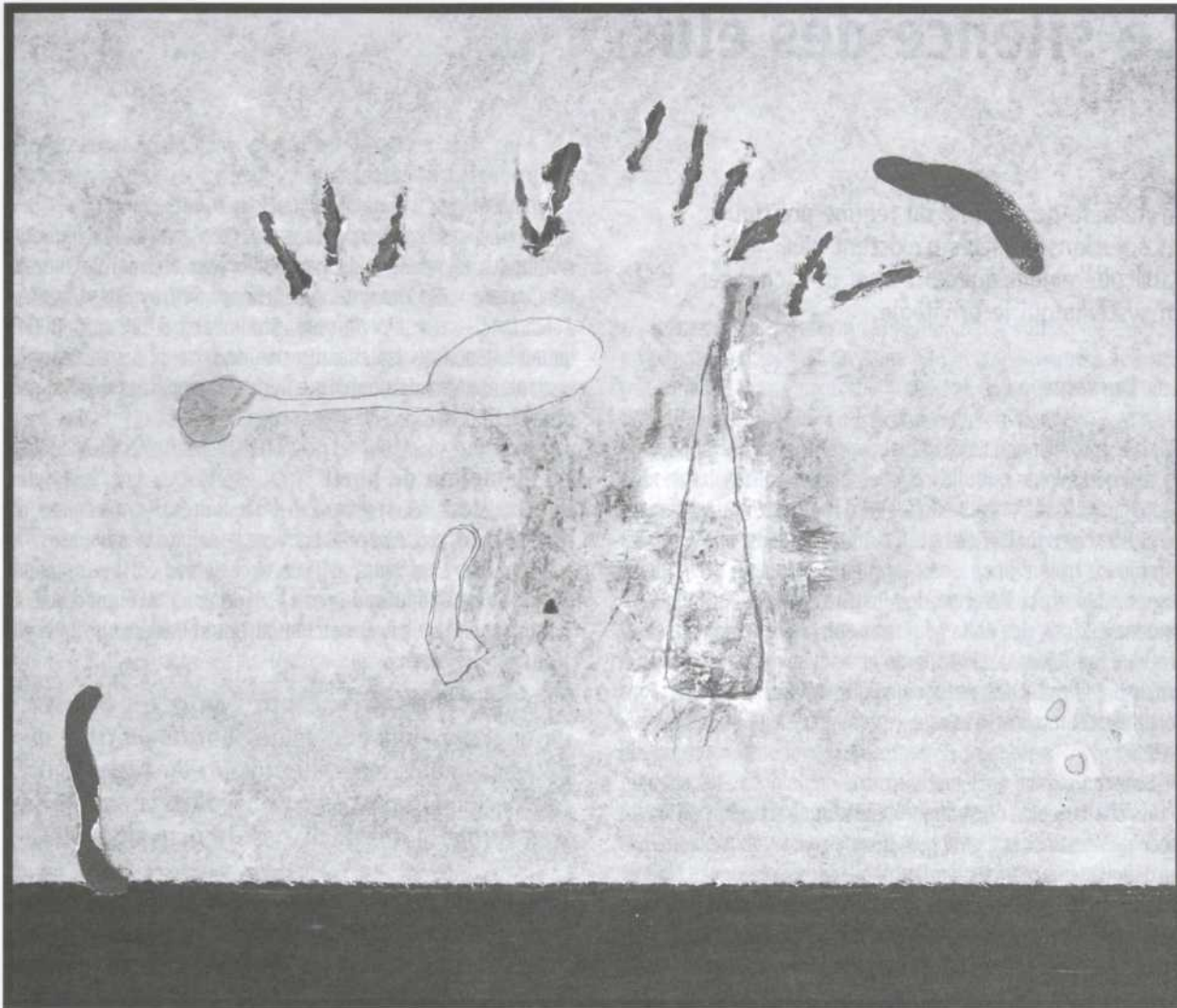
FRANCINE TARDIF

[...]  
Le premier des droits, c'est le droit de vivre, c'est l'appartenance à une commune humanité qui fait de nous des personnes et non des propriétés. Que de luttes collectives il a fallu pour en arriver là, pour faire accepter que les enfants ne sont pas la propriété de leurs parents, que les parents séniles n'appartiennent pas à leurs enfants, que les épouses ne sont pas l'objet de leur époux et que la couleur de la peau ne donne pas pouvoir de vie et de mort. Désormais, dans nos sociétés au moins, nous sommes sous la protection du grand commandement : *Tu ne tueras point*, et tous nous pouvons jouir du simple, du pur et du grand bonheur d'exister. Cette unique vie qui est la nôtre, personne n'a le droit de nous l'enlever.

Trop de vies, comme celle de Tracy Latimer et de ses proches, sont marquées par la douleur intense et par une injustice criante. Mais sont-elles pour autant sans valeur, indignes? La dignité de la vie est un concept important, malheureusement galvaudé. Faudrait-il admettre, par exemple, sans discussion, que tout handicap, toute maladie, tout déficit fait injure à la dignité de la vie? Jamais. D'autant que ceux et celles que le sort confronte à une lourde diminution physique ou psychologique témoignent souvent d'un intense attachement à la vie, à leur vie, la seule qui leur est donnée. Plusieurs acceptent même des douleurs que d'autres pourraient qualifier d'insupportables pour jouir des quelques éclaircies que l'existence continue de leur offrir. Envers et contre tous, ils estiment que, comme le veut l'expression populaire, la vie vaut bien la peine d'être vécue...

Tous les jours, des milliers de Tracy savourent, comme et parfois mieux que les bien-portants, ces petites joies qui marquent la vie quotidienne. Avec une infinie délicatesse, il faudrait également évoquer ces moments de bonheur intense qui jalonnent la vie de personnes expérimentant par ailleurs de fortes douleurs. Le plus souvent, ces instants sont partagés avec les proches et constituent des moments de grâce

Personne n'osera prétendre que la douleur et la souffrance sont les seules grandes voies vers la Rédemption; chaque histoire personnelle est singulière, chacune mérite respect. À moins d'y être soi-même confronté, on mesure mal ce qu'exigent – en temps, argent, énergie, disponibilité mentale – les soins vitaux aux personnes lourdement handicapées. Mais les personnes affaiblies ne sont pas seulement un poids pour leur entourage ou leur communauté. Par leur seule présence, elles



MARC GARNEAU,  
*DÉLIC*, TECHNIQUES  
 MIXTES SUR PAPIER  
 SUR BOIS BRÛLÉ,  
 61 X 71 CM,  
 1995/2001

rappellent aussi la fragilité de l'existence humaine. Elles montrent – concrètement – que nous ne sommes ni invulnérables, ni maîtres de l'univers. Elles imposent la reconnaissance de la dépendance, redisent nos imperfections, nos privilèges, nos responsabilités dans un monde où il faut la publicité d'une compagnie de crédit pour nous rappeler que certaines choses n'ont pas de prix. À leur manière, elles clament également que chaque humain est sujet de droit, membre de la communauté à laquelle il est appelé à participer, selon ses possibilités [...]

### Une vie rude mais unique

Il faut lutter, avec ténacité, contre la douleur qui avilissent, prenant, au besoin, les risques qui s'imposent. Mais il faut savoir que ce combat n'aura jamais de fin et qu'il est dangereux de prétendre le remporter entièrement. Déjà, à écouter des personnes handicapées, on perçoit, trop souvent, une certaine gêne. Comme si elles devaient s'excuser d'être là, vivantes. Parce qu'elles coûtent trop cher à la société, parce que les bavements, les tics, les corps déformés ne font pas de belles images, parce qu'il est presque honteux d'être faible...

L'attachement viscéral à la vie n'implique pas de s'acharner, thérapeutiquement ou non, à nier notre finitude et l'incon-

turnable réalité de la mort. Il s'agit plutôt de reconnaître que la vie est rude, difficile, périlleuse, qu'elle n'est jamais une simple partie de plaisir. À vouloir faire croire – ou laisser croire – le contraire, notre société nous fait une promesse que rien ni personne, jamais, ne pourra tenir.

Ces promesses rompues, j'en entends un déchirant écho dans notre actualité la plus proche. L'an dernier, au Québec, chaque jour, quatre personnes, dont une forte proportion de jeunes, se sont volontairement enlevé la vie, et des centaines d'autres ont tenté de le faire. Devant ces drames, on ne peut que s'interroger : quelles images ont été brisées, quelles promesses ont été rompues pour que tant de gens, des hommes surtout, soient aussi profondément désespérés devant les rudes réalités de l'existence? À promouvoir une vie parfaite, sans douleur et sans angoisse, en niant les inévitables faiblesses mêmes des plus forts, on laisse croire à un paradis qui n'est pas de ce monde, notre monde.

RELATIONS, N° 668, AVRIL-MAI 2001

## Le silence des élus

En matière de réforme du régime politique, les solutions miracles n'existent pas, particulièrement quand le chef doit changer un système qui le privilégie.

GUY DUFRESNE

Le gouvernement provincial a profité de l'été pour nous inviter, plus que discrètement, à un processus de discussion sur le mode de scrutin, le régime gouvernemental et les règles du Parlement. Il est prévu que ce processus se déroule en trois étapes : une tournée provinciale du ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, à l'automne 2002, des états généraux sur la gouvernance démocratique, au début de 2003, puis le rendez-vous des élections provinciales avec des propositions de réforme. Au-delà l'opportunisme électoral – et malgré lui –, il y a là matière à réflexion.

Dans un régime parlementaire comme le nôtre, les changements souhaitables ne se limitent pas à une transformation du mode de scrutin, car celle-ci est loin de constituer une panacée au déficit démocratique de nos institutions politiques. Même dans le cadre fédéral actuel, il y a des priorités à se donner. Dès lors, comment définir de possibles transformations politiques favorables à une réelle avancée démocratique?

### Le cœur du régime

Le régime parlementaire est généralement considéré comme un régime de collaboration entre le gouvernement et le Parlement. Au sens constitutionnel, le premier ministre et son conseil des ministres sont les conseillers du monarque ou de son représentant qui gouverne. Si, en théorie, le parlementarisme subordonne le gouvernement au Parlement, la primauté du Parlement s'est progressivement érodée, de sorte qu'aujourd'hui, on constate la suprématie du gouvernement sur les institutions démocratiques. Dans les faits, c'est le conseil des ministres qui, sous l'autorité du premier ministre, tient les rênes. Ainsi se trouvent concentrés entre les mains de quelques-uns non seulement le contrôle du gouvernement, mais aussi celui du Parlement. Les parlementaires en sont réduits à l'approbation formelle des décisions du gouvernement.

Ce phénomène de concentration des pouvoirs autour du premier ministre a été bien étudié par Donald J. Savoie (*Governing from the Centre : The Concentration of Power in Canadian Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1999). Bien que son analyse porte sur le gouvernement fédéral, elle demeure transférable aux gouvernements provinciaux, notamment à celui du Québec. Savoie en vient à affirmer que « le premier ministre canadien et ses homologues provinciaux sont des

monarques des temps modernes qui, en régnant de façon autoritaire à la manière de Louis XIV, sont en voie de tuer la démocratie ». Ce constat est repris par Jeffrey Simpson (*The Friendly Dictatorship*, Toronto, McClelland & Stewart, 2001) quand il dénonce « la centralisation massive du pouvoir sous le contrôle d'un seul homme à travers les appareils du système parlementaire ».

### La discipline de parti

Présente dans les régimes parlementaires, la discipline de parti se caractérise par l'obligation, de la part des députés, de voter en bloc avec leur parti. Cette règle non écrite s'applique avec force aux députés du parti gouvernemental étant donné la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. La règle

**Ainsi se trouvent concentrés entre les mains de quelques-uns non seulement le contrôle du gouvernement, mais aussi celui du Parlement. Les parlementaires en sont réduits à l'approbation formelle des décisions du gouvernement.**

devient alors : « Se soumettre ou se démettre. »

Le premier ministre qui choisit ses ministres doit s'assurer de contrôler son conseil des ministres et son parti pour obtenir l'appui de la majorité du Parlement. La soumission à la ligne du parti fait en sorte que le chef du parti majoritaire, qui est premier ministre, domine véritablement le jeu politique. La discipline de parti permet de planifier et de prévoir les débats entre le parti majoritaire et l'opposition. Sans cette règle, nos gouvernements seraient instables. Cette discipline vient considérablement affaiblir l'action des parlementaires, que ce soit en tant que législateurs ou en tant que contrôleurs des actions gouvernementales. La domination de la solidarité partisane sur les institutions parlementaires constitue un recul démocratique tant du point de vue de la légitimité que de celui de la responsabilité des élus face aux citoyens.

Si la discipline de parti fait la force du gouvernement, comment arriver à faire une véritable place aux élus? Comment changer les règles sans changer le régime? Ce sont des questions autrement plus complexes que la technique du mode de scrutin.

La domination du gouvernement, dans ses rapports avec le Parlement, au moyen du contrôle qu'il exerce sur son aile parlementaire, soulève le problème réel de notre démocratie représentative, celui de la mise à l'écart des élus.

### La prédominance des intérêts particuliers

Les efforts pour légitimer les actions gouvernementales sont nombreux de la part d'un gouvernement qui cherche à faire

# Nouveautés

accepter ses politiques par d'autres voies que celle du Parlement. Cette voie de contournement de la représentation politique parlementaire permet, notamment, de désamorcer des oppositions potentielles parmi les groupes dominants de la société. On assiste, par conséquent, à la multiplication d'instances de concertation regroupant les principaux acteurs non élus d'un milieu ou d'un secteur d'activités, sur le plan local, régional ou national. Cette marginalisation de la représentation politique s'opère au profit de la représentation des intérêts particuliers. Comme si le gouvernement concevait que ce qui est bon pour Bombardier, IntraWest ou Québecor, l'était nécessairement pour le Québec.

La participation est non seulement demandée par les groupes organisés, mais aussi recherchée par le gouvernement, qui acquiert de la sorte une légitimité de « consensus ». Celle-ci apparaît parfois plus grande que la légitimité électorale. Cette dérive de légitimité fait en sorte que la représentation politique de la société est de plus en plus marginalisée par rapport à la représentation des intérêts particuliers, cela au sein même de la prise de décision en matière de politiques publiques.

Les modifications induites par ces formes de « partenariat » du gouvernement dans la gestion gouvernementale influencent de manière significative l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, lesquelles échappent de plus en plus au contrôle des parlementaires. La tendance des gouvernements à privilégier la consultation des porte-parole des groupes de pression a conduit l'opinion publique à voir en ceux-ci des intermédiaires et des représentants souvent plus valables que les parlementaires.

Pratiquement, c'est de plus en plus par consensus avec les principaux groupes de pression que le gouvernement se construit une légitimité pour son action ou, selon le cas, son inaction. D'ailleurs, ce sont ces groupes qui en viennent à se comporter de plus en plus en véritable opposition politique. Pourtant, la collusion d'intérêts particuliers ne peut constituer une alternative au débat public constitutif du bien commun, la citoyenneté n'étant pas réductible à une liste de revendications spécifiques. Seul le débat public rend possible l'émergence d'un intérêt commun capable d'orienter l'action gouvernementale dans une direction ou une autre. Dans ce sens, la participation des organisations corporatistes ne saurait remplacer la représentation politique de la société, qui demeure première par rapport à la participation. Cette dernière ne peut dans les meilleurs cas que venir la compléter, sans plus.

## La participation parlementaire

Une manière de corriger quelque peu ce manque de représentativité et de légitimité du Parlement consiste à multiplier les occasions de contacts avec les forces vives, les intervenants clés et autres appellations utilisées pour désigner les porte-parole des principaux groupes de pression. Parmi ceux-ci, les organisations patronales et syndicales se présentent régulièrement en commission parlementaire sous prétexte d'informer,



## Le silence des élus

d'éclairer ou de sensibiliser les députés à des aspects particuliers d'un problème. Dans les faits, cette forme d'intervention des groupes de pression n'est pas sans soulever certaines interrogations à la fois sur les limites de cette participation et sur les contraintes politiques inhérentes aux rapports qu'entretiennent le gouvernement et le Parlement.

Pratiquement, tout se passe comme si ces groupes étaient invités à participer à une mise en scène soigneusement préparée par le gouvernement. Dans le jeu de la participation aux institutions parlementaires, force est de constater que c'est, plus que jamais, dans les officines gouvernementales que les tractations et le copinage règnent en maîtres. Celles et ceux qui suivent de près la vie parlementaire perçoivent souvent que les décisions se prennent ailleurs, quand elles ne sont pas déjà prises. Comment prendre au sérieux l'exercice d'une intervention parlementaire quand l'initiative réelle de l'action appartient au gouvernement?

Toutefois, il ne faudrait pas ignorer que la participation aux travaux parlementaires permet effectivement aux groupes de pression d'attirer l'attention des médias et de l'opinion publique sur certains aspects des questions qui y sont abordées.

**Dans le jeu de la participation aux institutions parlementaires, force est de constater que c'est, plus que jamais, dans les officines gouvernementales que les tractations et le copinage règnent en maîtres.**

Cela peut parfois être utile, ne serait-ce que pour ramener le débat politique dans l'espace public. Cependant, pour que l'institution parlementaire puisse remplir son rôle démocratique, les groupes et les intérêts particuliers ne doivent pas la dominer, pas plus que le gouvernement.

### Pour un changement du régime politique

Le document intitulé *Le pouvoir aux citoyens et aux citoyennes*, que Jean-Pierre Charbonneau, ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, a déposé en juin dernier, se présente comme un outil de réflexion populaire qui va dans le sens d'un questionnement sur les règles fondamentales nous rattachant à nos institutions politiques. Nous pouvons déplorer que le document soit produit par un gouvernement en bout de course, si ce n'est à bout de souffle. Le contexte politique de la publication de ce document affaiblit plus qu'il ne soutient un véritable processus de questionnement et de réflexion sur les institutions démocratiques du Québec. Dans la réforme de notre mode de scrutin, il importe de ne pas oublier de repenser l'organisation des fonctions politiques au sein de notre société et les rapports qu'elles ont à entretenir entre elles.

La réforme de notre système de gouvernement, tant au fédéral qu'au provincial, nécessite un questionnement en profondeur sur la concentration des pouvoirs entre les mains du premier ministre et sur les relations entre les institutions politiques. Si nous voulons collectivement un système politique qui corresponde davantage aux exigences de la démocratie, il nous faut être ouverts à des changements majeurs, plus profonds qu'un strict changement dans le mode de scrutin. En effet, à quoi bon modifier le système électoral de façon à ce que les députés soient élus à la proportionnelle s'ils demeurent soumis à l'emprise de la discipline de parti? Dès lors, comment faire en sorte que le Parlement échappe à la suprématie du gouvernement? Comment renforcer le processus et le régime démocratique?

Des possibilités de changement existent, que ce soit par une réelle séparation des pouvoirs politiques de type présidentiel ou par l'élection du premier ministre au suffrage universel avec un mode de scrutin à deux tours, ou encore par la création d'une deuxième chambre au Parlement ou par l'utilisation d'un autre mode de scrutin.

Quelles que soient les réponses, on ne peut oublier que la mise en forme des rapports entre les grandes composantes d'un État, fut-il provincial, n'est pas comparable à la composition d'un menu de cafétéria. C'est la totalité des relations politiques institutionnelles qui sont concernées par cette invitation à la réflexion collective. Pour celles et ceux qui pensent encore qu'une avancée démocratique est possible, l'organisation des rapports entre les institutions politiques est une question fondamentale.

La question centrale, pour une société qui se veut démocratique, est celle de la place de la représentation politique dans les institutions collectives qu'elle se donne : cela ne saurait se réduire à un bricolage organisationnel entre la continuité dans un régime parlementaire et l'adoption d'un régime présidentiel. Pourtant, la complexité de la société appelle plus que jamais le renforcement des institutions démocratiques, non pas au nom d'une quelconque efficacité, mais pour le bien commun des citoyennes et citoyens d'une société politique qui peine à se réinventer. En ce sens, le document de réflexion *Faire progresser la démocratie*, publié en 2002 par la Confédération des syndicats nationaux (CSN), est révélateur de l'intérêt renouvelé aujourd'hui pour les règles du jeu politique. ●

### À consulter

*Le pouvoir aux citoyens et aux citoyennes* – document de réflexion populaire, Jean-Pierre Charbonneau, ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, 26 juin 2002. [www.mce.gouv.qc.ca/a/objets/pouvoirauxcitoyens.pdf](http://www.mce.gouv.qc.ca/a/objets/pouvoirauxcitoyens.pdf)

*Faire progresser la démocratie* – document de réflexion, CSN, mai 2002. [www.csn.qc.ca/Congres02/Democratie.pdf](http://www.csn.qc.ca/Congres02/Democratie.pdf)

# Nouveautés

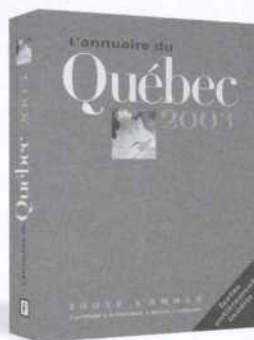
**F**  
FIDES



**JEAN-CHRISTIAN PLEAU**  
**LA RÉVOLUTION QUÉBÉCOISE**  
*Hubert Aquin et Gaston Miron au tournant des années soixante*

Cet ouvrage souligne le rôle joué par les écrivains dans la prise de conscience politique des années soixante. L'effort de compréhension historique que requiert ce passé à la fois proche et lointain n'est pas sans éclairer le présent le plus actuel.

COLLECTION NOUVELLES ÉTUDES QUÉBÉCOISES  
276 pages • 24,95 \$

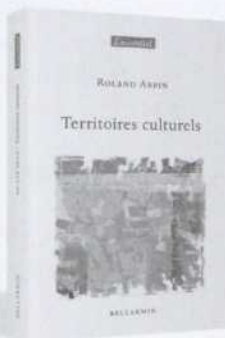


*Sous la direction de*  
**ROCH CÔTÉ**  
**et MICHEL VENNE**

**L'ANNUAIRE DU QUÉBEC 2003**

Où en est le Québec aujourd'hui tant sur le plan culturel, économique, social que politique ? L'état du monde au Québec est présenté dans cet ouvrage de référence et de réflexion unique en son genre.

720 pages, relié • 24,95 \$



**ROLAND ARPIN**  
**TERRITOIRES CULTURELS**

Un ensemble de réflexions sur les thèmes de la culture, de l'éducation et de la société qui font tomber les barrières entre les artistes et les gestionnaires, entre la basse et la haute culture, mais surtout entre la théorie et la pratique.

COLL. ESSENTIEL  
304 pages • 19,95 \$



**JACQUES GRAND'MAISON**  
**RÉENCHANTER LA VIE**

Dans cet ouvrage différent de ce à quoi il nous a habitués, Jacques Grand'Maison avance par touches progressives dans l'intelligence et la pratique du discernement spirituel pour en révéler la saveur et le bonheur de s'y prêter, de s'y investir.

296 pages • 24,95 \$



*Extraits choisis et présentés par*  
**FRANÇOIS BROUSSEAU**  
*d'après la série radiophonique de*  
**JACQUES BOUCHARD**

**LA VOIX DE RENÉ LÉVESQUE**

Inspiré de la grande série produite par la radio de Radio-Canada, ce radio-livre retrace la vie et la carrière de René Lévesque à travers ses différentes prises de parole — reportages, entrevues et grands discours.

COÉDITION RADIO-CANADA  
COLLECTION RADIO-LIVRE  
96 pages • Livre et CD • 24,95 \$



**CHARLES-PHILIPPE DAVID**  
*et la Chaire Raoul-Dandurand*

**REPENSER LA SÉCURITÉ**  
*Nouvelles menaces, nouvelles politiques*

Un bilan aussi complet que possible des nouveaux enjeux de l'environnement sécuritaire, tant sur le plan international que nord-américain, pour comprendre ce qui a véritablement changé depuis l'automne 2001 au niveau de la sécurité.

COÉDITION LA PRESSE  
COLLECTION POINTS CHAUDS  
320 pages • 24,95 \$

## 2. Ciel, arbre, oiseau



TEXTE : HÉLÈNE DORION

ILLUSTRATION : ELMYNA BOUCHARD

O n ouvre un sentier dans la parole, les mots s'échappent, tantôt s'affaissent sur la page, tantôt volent légers au-dessus du monde, cherchent à l'effleurer du bout de la langue.

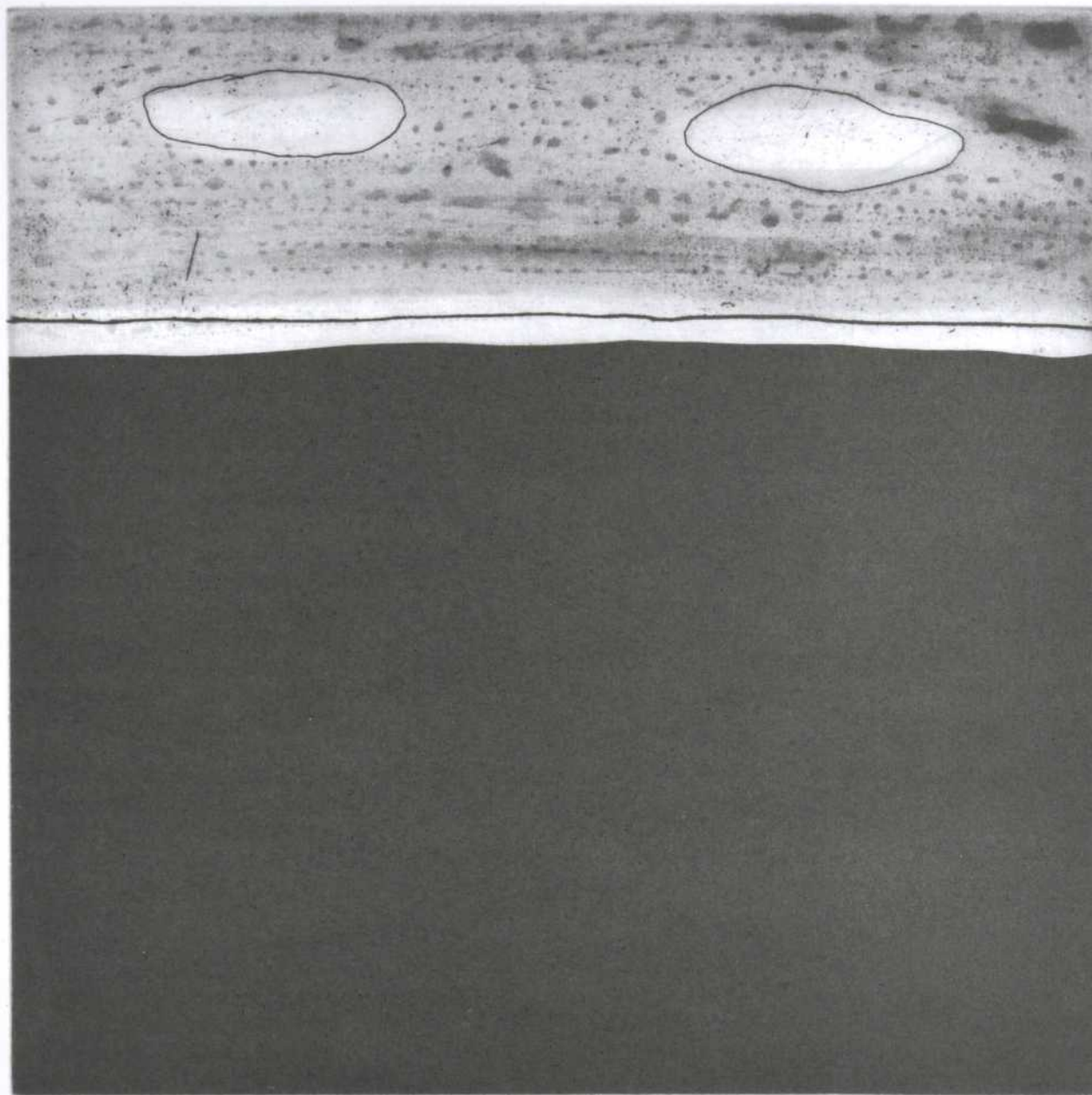
Les mots viennent du tamis de la parole, ils en sont le noyau recueilli, l'ombre silencieuse, ils portent le sens vers la réalité, nommée déjà, mais trop peu pour en révéler l'essence, les mots poussent pour enfin pénétrer les choses, les forcer à s'ouvrir, et que l'on soit conduit vers leur mystère, mais on n'arrive pas, on n'arrive jamais en ce lieu sans faille, cette source où s'apaiserait enfin toute soif, et l'on poursuit la chaîne des mots, on gravit la pente avec cette pierre invisible du sens qui retombe aussitôt.

Sans jamais les toucher, les mots tâtonnent dans le noir où se tiennent les choses, éclairent ceci, éclairent cela, mais ce ne sont jamais que choses molles, natures floues, mortes déjà, choses figées dans un sens qui n'est plus, car elles remuent dans le silence du monde, jusqu'à ce qu'on les y arrache pour les rendre à la langue.

Dans l'enfance, les mots courent sans qu'on puisse les voir, ils bâtissent des ponts au-dessus des eaux trop agitées, posent des échafaudages, construisent des maisons, sait-on, du dedans au dehors, de l'absence à la présence, les passages qu'ils inventent, les rivières qu'ils traversent avant de parvenir à résonner dans la bouche? Sait-on le jeu qui les révèle à l'enfant – *ciel, arbre, oiseau* –, les syllabes d'un premier *pourquoi* tenant à peine sur les lèvres menues, et le manque qu'elles découvrent en même temps que l'intense beauté?

Les mots creusent dans le corps autant de fissures d'où s'écoule le sens du monde; alors il faut les refermer une à une, tout reprendre du commencement – *ciel, arbre, oiseau* –, que les mots cessent tantôt de se taire, tantôt de s'écrier, et ne fassent plus que recueillir doucement les choses pour les redonner au rêve qui les a tirées du néant, les rendre à la pure présence de leur accord.

On va dans l'ombre de son propre corps, on rejoint les mots qui nous ont fait naître, dans l'élan d'une quête aveugle qui n'a de sens qu'elle-même. Puis on passe des ans à tirer jusqu'à soi ce filet rempli de ce que nous sommes, de ce que nous ne sommes pas, et alors seulement, on découvre le visage de notre histoire.



Il faudrait pouvoir rattraper le moment où, pour la première fois, le monde souffle un mot dans notre bouche. Saisir l'instant précieux qui voit naître le sens, et tout se transforme soudain, le long silence se déchire, les mots surgissent, entrent par chaque pore, bientôt se mettent à tourner dans l'espace – *ciel, arbre, oiseau* –, les choses s'agrandissent, et la vie avec elles.

(CE TEXTE EST EXTRAIT DE *JOURS DE SABLE*, QUI VIENT DE PARAÎTRE CHEZ LEMÉAC.)

LAC SAINT-JEAN,  
EAU-FORTE, 2002

## SITES INTERNET



**SUR LA PISTE DES AUTOCHTONES**  
[www.autochtones.com](http://www.autochtones.com)

Qui veut entreprendre un voyage en terres autochtones ne peut esquisser le parcours de *La piste amérindienne*. La qualité du site et l'étendue des domaines qu'il aborde en fait un espace privilégié pour recueillir une multitude d'informations sur l'histoire, la culture, la langue, la spiritualité, sans parler de l'actualité et de bien d'autres thèmes en rapport avec les onze peuples autochtones du Québec (Abénaquis, Algonquin, Attikamek, Cri, Huron-Wendat, Inuit, Malécite, Micmac, Mohawk, Montagnais-Innu, Naskapi). Et ce, dans une ambiance conviviale. Chacune des portes d'entrée des répertoires est illustrée soit par un animal, soit par un élément de la nature ou par un objet traditionnel. En ce qui concerne les animaux, par exemple : l'outarde, migratoire, mène l'internaute sur la trace des liens et des renseignements d'ordres généraux; le caribou, pour sa part, active les divers services qui ont

nature, dans le grand cercle de la vie. La rubrique Culture, en cliquant sur le signe du totem, nous initiera à ce regard particulier sur le monde.

Passionnante aussi sera la visite des noms de lieux d'origine amérindienne et de leur signification en français. Gaspé : « Fin de la terre » en micmac, langue qui nous a aussi donné le nom de Québec; ou la regrettée Chicoutimi, rayée de la carte, « où la rivière coule dans les pro-

comme autant de facettes qui réfléchissent la lumière de manière particulière, comme autant de perspectives qui constituent le monde commun, comme autant de tentatives de cerner la vérité vivante et mouvante comme la vie.

Nous pouvons aussi nous attarder quelque peu dans le pays du mythe et des légendes, grâce à un florilège de courts récits chantant l'origine et l'amour du monde.

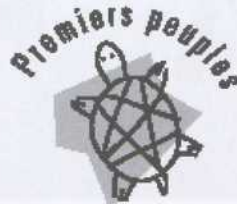
Il faut aussi signaler un jeu questionnaire instructif, avec choix de réponses multiples, qui mettra à l'épreuve votre connaissance des traditions autochtones. Voici quelques exemples : quel était l'emploi du bouleau, du poil et de la queue du castor, de la gomme de sapin, de

l'omoplate de l'original? Ou encore : comment cuisait-on les aliments? Qu'est-ce que la babiche? Quelles étaient les plantes médicinales et leurs propriétés, et celles qui servaient à la teinture des peaux?

Si ce site s'adresse de manière opportune aux non-Autochtones, qui y trouveront assurément leur compte, il se veut également un lieu de rencontre et de formation pour les Autochtones eux-mêmes.



fondeurs », dont la beauté du nom demeurera longtemps, j'espère, dans la mémoire des habitants; ou encore Ottawa l'algonquine, « Là où on achète et vend »! Comment ne pas sourire à ce clin d'œil de l'histoire, comme si depuis des siècles était inscrit dans le nom même de cette ville, élue capitale, ce qu'allait devenir le politique sous l'assaut des marchands. Je vous laisse découvrir ce qui signifie Anticosti en innu,



trait au tourisme; le saumon, « fringant et combatif », nous fait sauter sur la piste des jeunes; l'ours, symbole de force intérieure, met en scène les différents aspects de la créativité artistique; la tortue, quant à elle, animal totem de la création du monde, ouvre bien entendu sur l'histoire des Premiers peuples du Québec.

Cette symbolique, en apparence toute simple, nous introduit d'emblée, cependant, au cœur de la spiritualité autochtone des Amériques, le lien serré, emblématique – reconnu, célébré, entretenu tant dans la mémoire qu'à travers les gestes de la vie quotidienne –, qui unit l'être humain, l'animal et la

Chibougamau en cri ou La Romaine, qui n'a rien d'italien, venant du mot innu ulaman, ou encore Rimouski, Tadoussac, Témiscamingue et tant d'autres qui peuplent notre langue et notre histoire.

En suivant la piste, nous apprendrons aussi la signification des noms des peuples. Étonnamment, Cri vient de la période d'évangélisation et dérive du mot Christ. Leur nom d'origine est Ayisiyiniwok qui signifie Homme, comme Innu ou Inuit et tant d'autres noms de peuples autochtones, nous rappelant, à nous, héritiers des Lumières et de la raison universelle, que l'humanité se décline aussi au pluriel. Les habitants de la terre se la partagent en multiples recoins

En effet, il a été créé en 1996 grâce à l'initiative du professeur de journalisme Bernard Cleary, lui-même Innu, qui « voulait doter les Premières nations d'un instrument moderne de communication et de développement économique », et particulièrement pour les jeunes de moins de 24 ans qui constituent 60 % de leur population. Leur sont offerts aussi un forum et un espace pour clavarder, se mettre en contact, discuter et débattre, ce qu'ils font en leurs langues et en français.

**JEAN-CLAUDE RAVET**

## VIDÉO

**RAOUL LÉGER, LA VÉRITÉ MORCELÉE**

SCÉNARIO ET RÉALISATION : RENÉE BLANCHAR

PRODUCTION : STUDIO DOCUMENTAIRE ACADIE

(JACQUES TURGEON)

DISTRIBUTION : ONF

DOCUMENTAIRE, COULEUR, 70 MIN

Parti au Guatemala comme missionnaire laïque avec les Pères des Missions étrangères, Raoul Léger a été retrouvé mort en juillet 1981. Quelles furent les circonstances exactes de sa mort? Le gouvernement militaire guatémaltèque en place, à l'époque, a donné sa version : pris dans une embuscade, Raoul et ses camarades auraient choisi de se suicider plutôt que de se rendre. Mais il est impossible de croire à cette seule version officielle, compte tenu du contexte politique dans lequel la mort de Raoul Léger s'est inscrite.

C'est pourquoi, vingt ans plus tard, Cléola et Andréa, les deux sœurs de Raoul, ont voulu élucider l'affaire. Le silence ayant assez duré, elles étaient prêtes à entreprendre un voyage au Guatemala sur les traces de leur frère pour faire jaillir la vérité et conforter ainsi leurs parents qui avançaient en âge.

À travers ce pèlerinage aux sources, les voilà face à l'histoire douloureuse du Guatemala, un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine, où 2 % de la population possède 72 % des terres. En 1996, la signature des accords de paix a mis fin à 35 ans d'une répression militaire qui s'apparentait à une forme de génocide, la grande majorité des morts recensés étant des Mayas. Aujourd'hui, les responsables du pays refusent de poursuivre les coupables afin de tourner la page et de ne pas ressusciter le passé. En 1999, le président Bill Clinton a lui-même officiellement reconnu l'appui que la CIA a donné au régime militaire.

À l'époque de la répression militaire, les missionnaires ont été fortement inquiétés, jusqu'à être menacés de mort. L'Église appuyait les mouvements révolutionnaires pour que les femmes, les jeunes et les paysans s'organisent et fassent reconnaître leurs droits. Pour

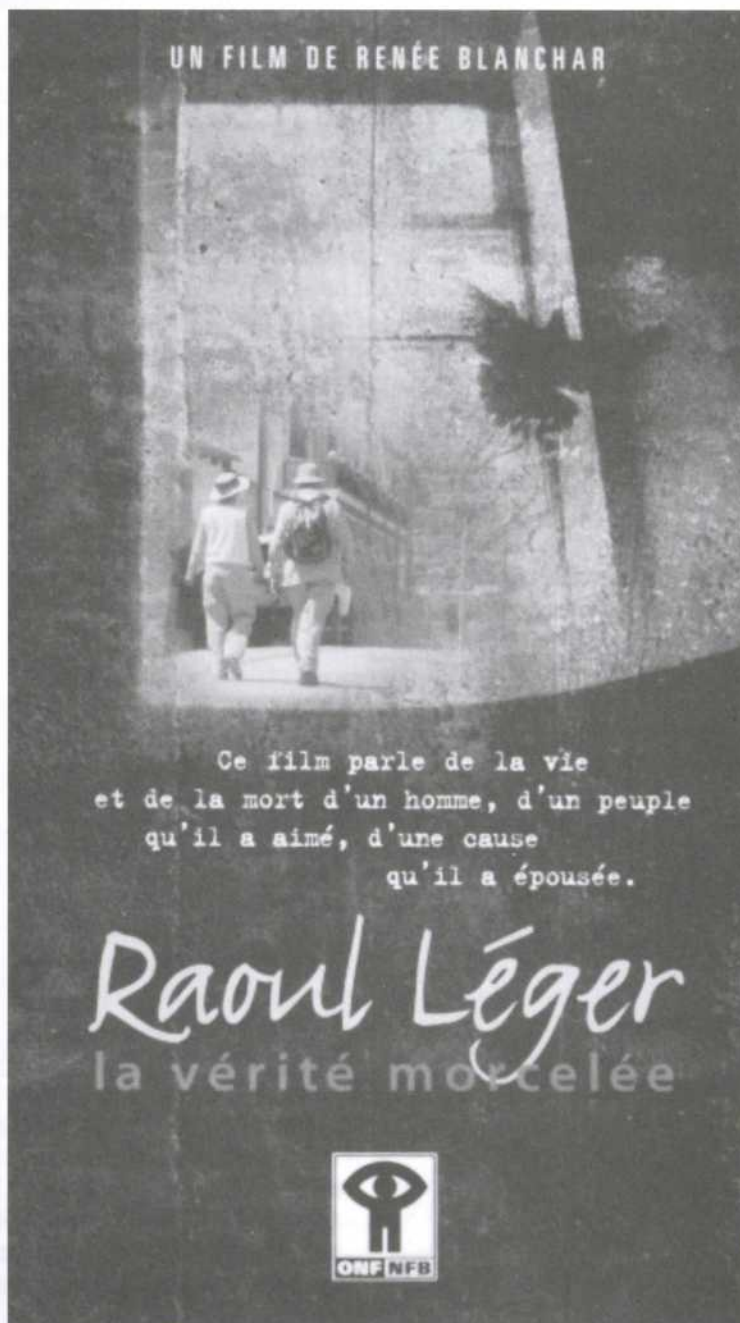
cette raison, lors des années de terreur, elle était devenue une Église des catacombes.

La rencontre des deux sœurs avec la communauté maya révèle combien leur frère Raoul avait su se faire proche de cette population à laquelle il était totalement étranger au départ. Il était devenu l'un des leurs, participant à leur vie et à leurs combats. Au nom de la solidarité et de l'engagement qui va jusqu'au bout des risques à prendre et voyant que la seule manière de résister aux militaires était de participer à la guérilla, il avait rejoint l'ORPA : l'organisation révolutionnaire du

peuple en arme. Par sa mort, il a été élevé non seulement au rang de héros, mais aussi à celui de frère et d'ami.

Cependant le mystère de la mort de Raoul demeure. Les multiples interprétations que les deux sœurs ont entendues montrent bien que la réalité est toujours une histoire sur laquelle on doit mettre des mots; on ne saurait se contenter des faits bruts. C'est pourquoi il est impossible de se ranger derrière une unique version de la mort de cet homme.

ANNE-MARIE AITKEN



## L'histoire des femmes

MICHELINE DUMONT, *DÉCOUVRIR LA MÉMOIRE DES FEMMES. UNE HISTORIENNE FACE À L'HISTOIRE DES FEMMES*, ÉDITIONS DU REMUE-MÉNAGE, MONTRÉAL, 2001, 160 p.

En ce mois de l'histoire des femmes, il faut lire cet ouvrage, savant mais accessible, de la pionnière québécoise de l'histoire des femmes. Bien connue et respectée des milieux universitaires, Micheline Dumont l'est autant des groupes de femmes. Depuis plus de 25 ans, elle sait allier la recherche scientifique et le militantisme pour la visibilité des femmes dans l'histoire.

Ce livre rassemble des textes parus pour la plupart dans des revues spécialisées. Par contre, le sixième chapitre et le texte final sont des inédits. L'un des intérêts de la lecture réside dans la mise en contexte de ces écrits publiés selon l'ordre chronologique. Au fil des pages surgit le parcours de l'auteure : son évolution intellectuelle, ses découvertes et son approfondissement de concepts importants, comme l'égalité, la différence, l'oppression et la libération. Elle invite à découvrir « la mémoire des femmes » à un autre niveau : celui de la pensée critique.

Le premier texte, intitulé « Peut-on faire l'histoire des femmes? », qui date de 1973 et de 1975, rappelle la floraison d'écrits sur les femmes à l'occasion de l'Année internationale de la femme. Paradoxalement, dans le *Dictionnaire biographique du Canada*, paru à la même époque, les biographies de femmes ne représentent que 3,9 % de l'ensemble. Ce fait illustre bien le rôle social réduit des femmes (ou leur invisibilité), au moment où apparaît un phénomène social nouveau : le mouvement de libération de la femme. Ainsi, « quand de nouvelles questions sont posées au passé, cela permet à l'historiographie de s'enrichir de nouveaux objets et de nouveaux points de vue ».

Les textes suivants, datant des années 80 font le tour des principaux écrits théoriques. La recherche et la pratique de l'histoire des femmes s'in-

téressent aux biographies de femmes éminentes, aux luttes des mouvements féministes et à l'histoire du corps (« ce qu'on croyait biologique s'est révélé historique »). L'histoire des femmes devient une section de l'histoire des idées, ou encore elle utilise les techniques variées de l'histoire sociale, mettant en lumière l'importance de la catégorie « sexe » ou « genre » à côté des concepts de classe et de race. *Découvrir la mémoire des femmes* souligne aussi l'importance de parler des femmes et non de la femme, car les femmes sont des réalités et non des entités philosophiques.

De plus, Micheline Dumont confronte « la nouvelle histoire », ce nouveau modèle de la pratique historienne, et relève des incohérences : la femme a toujours un statut d'objet, ne s'insère dans l'histoire que comme thème particulier, et l'on présente encore comme thèmes universels des phénomènes vécus et pensés uniquement par les hommes dont le suffrage universel. Alors que l'histoire des femmes écrite dans une perspective féministe pose les femmes comme « sujet de l'histoire ». Les historiennes interrogent les pratiques sociales, les images, les dichotomies nature/culture, domestique/privé.



Particulièrement pertinente cette réflexion sur le temps : la périodisation traditionnelle ne convient guère. Des dates comme 1713, 1760, 1867 et 1960 n'ont pas de signification importante pour les femmes, alors que des concepts

comme société traditionnelle, révolution industrielle, idéologie domestique sont liés de très près à la vie des femmes. L'histoire politique est centrée sur les temps courts et sur les éléments de changement rapide, comme l'adoption de lois et les gestes de quelques héroïnes. Alors que les historiennes doivent se situer, au contraire, dans les lentes respirations de la durée et insister davantage sur les changements technologiques et les changements de mentalité.

Dans le sixième chapitre, l'auteure examine l'itinéraire intellectuel de quelques historiennes féministes (Gerda Lerner, Yvonne Knibiehler, Joan Kelly, Michelle Perrot, Arlette Farge) et pose une question fondamentale : l'histoire des femmes doit-elle rester une spécialité avec tous les risques d'être enfermée dans un ghetto? Doit-elle au contraire renouveler le regard historique en s'immisçant partout, avec tous les risques d'une nouvelle invisibilité?

L'histoire des femmes doit certes passer par « une nécessaire déconstruction ». Mais il faut surtout changer le rapport des femmes à l'histoire ainsi que la pratique historienne, car « longtemps on a cru que les femmes n'étaient pas dans l'histoire, que les femmes n'avaient pas d'histoire ». Le courant le plus novateur demeure celui qui se concentre sur l'historicité des rapports sociaux entre les sexes, l'histoire du genre. « Cette forme d'histoire permet de renouveler complètement la direction du regard historique, parce qu'elle s'interroge sur le partage des fonctions entre les sexes, sur la hiérarchie différentielle qui en découle, sur la signification symbolique accordée au masculin et au féminin, sur les normes qui ont été érigées pour assurer l'intériorisation des modèles, sur le fonctionnement de ces normes et sur leurs manifestations dans les différentes institutions » (Joan W. Scott, 1988).

Un chantier demeure ouvert : il faut construire l'histoire des femmes pour transformer la mémoire collective. « Si l'histoire des femmes ne peut se penser en dehors de ses rapports avec les hommes, l'inverse doit être vrai. »

CÉLINE DUBÉ

## Dérive libertaire

PAUL VALADIER, *MORALE EN DÉSORDRE. UN PLAIDOYER POUR L'HOMME*, PARIS, SEUIL, 2002, 218 p.

Un avertissement, et presque un cri. Que cette « Morale en désordre ». L'auteur fait ici état de ses préoccupations, issues d'une situation bien réelle, celle d'un désordre dans les pratiques (normes, valeurs et principes) dont l'ensemble constitue l'éthique et dont les références font l'objet de la morale.



Morale d'ailleurs en retard sur l'innovation technique qui fignole son plaidoyer dans le silence des laboratoires et la sphère changeante des relations humaines. Au sein même de ces relations se pose la question essentielle, d'allure kantienne : « Que faut-il faire pour bien faire, donc pour faire le bien et pour éviter le mal? »

D'entrée de jeu, on doit admettre que la mondialisation est une réalité à prendre en compte; son effet premier réside dans une solidarité avec le cosmos et dans une responsabilité à l'égard des générations de l'avenir. La solidarité s'étend aussi à l'humanité actuelle, mais le sort des uns entraîne vite des malheurs chez les autres et certaines violences engendrent des déséquilibres économiques et sociaux à l'échelle de la planète. « L'humanité de la mondialisation n'a pas de visage. En est-elle pour autant l'humanité? »

Au premier chapitre, la montée d'un nouvel ordre moral appelé « libertaire » représente un temps fort de ce volume. L'idéologie a pris, en mai 68, le caractère spontané et parfois naïf de la pensée libertaire qui annule les systèmes de contrainte d'antan et annonce une ère nouvelle dans une société d'abondance et permissive à souhait. « La vieille morale est éteinte au profit d'une confiance critique » dans une pensée « représentée par les innovations scientifico-techniques ».

Le chapitre suivant s'ouvre sur deux questions : la question du jugement moral à partir duquel le législateur peut compter dans l'élaboration des lois, et la question des ressources qui permettent de fonder les jugements moraux. On reconnaît un certain nombre de principes dans les Constitutions et les chartes, qui garantissent les droits de toute personne humaine et affermissent sa dignité. La Charte internationale des droits de l'homme est de ce nombre et offre à la réflexion une base morale permanente au-delà des idéologies passagères.

Le troisième chapitre manifeste l'ambiguïté des rapports entre éthique, droit et sciences modernes. Les deux premiers n'avancent pas au même rythme que les dernières et ils n'évoluent pas « selon un mythe évolutionniste naïf ». Il y va du bien-vivre de l'homme, de ses possibilités internes. Le droit, pour sa part, est pris en étau entre « références éthiques » et « avancées techniques », et l'on se demandera à quelles conditions le droit peut-il continuer à exercer sa fonction essentielle dans le contexte décrit aux chapitres précédents. Le rempart du droit est menacé par une extension indue des règles de droit et par une multiplication des procès qui remplacent la conciliation et la médiation. On milite désormais pour « le droit de mourir dans la dignité ». On doit aussi se demander s'il existe quelque chose comme un droit de mourir ou d'exiger que d'autres doivent donner suite à un tel droit. En somme, l'appel à la loi en ce domaine est un bel exemple de juridicisation de la société.

Le procès instauré en fin de volume se limitera à un double point : « Est-il légitime d'accuser l'humanisme moral d'anthropocentrisme? Et cet anthropocentrisme trouve-t-il dans le christia-

nisme un foyer pernicieux qu'il faudrait éradiquer pour se déprendre enfin d'un sens excessif et finalement destructeur de l'homme? » Le propre de l'homme ne vient pas de qualités, mais du simple fait d'être homme participant de la commune humanité.

Cet ouvrage est celui d'un penseur réfléchi autant que d'un honnête homme qui ne se console pas du désordre du monde. Nous l'accueillons parmi nous.

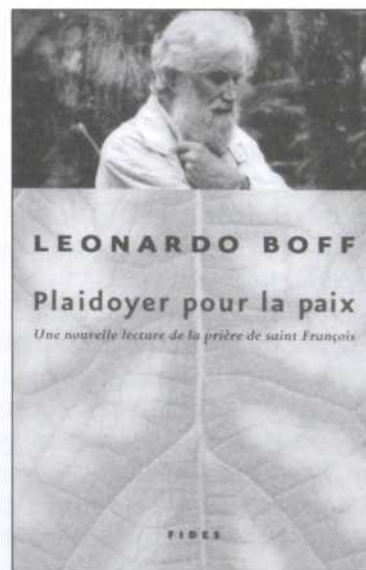
JEAN-MARC DUFORT

## La paix comme prière

LEONARDO BOFF, *PLAIDOYER POUR LA PAIX. UNE NOUVELLE LECTURE DE LA PRIÈRE DE SAINT FRANÇOIS*, TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR ROBERT PRUD'HOMME, MONTRÉAL, FIDES, 2002, 123 p.

Tout le monde, un jour, a récité la prière attribuée à François d'Assise : « Seigneur, fais de moi un instrument de ta paix. Là où est la haine, que je mette l'amour... »

Le grand théologien Leonardo Boff nous en offre un commentaire relativement bref. Après une courte introduction critique qui signale que le texte de la



prière n'est pas de François, qu'il a été publié pour la première fois en 1916, mais qu'il s'inscrit bien dans la tradition franciscaine. Boff nous propose, en quatre sections, une méditation sur la paix, puis un court commentaire de chacune des 15 strophes de la prière. À la fin de chaque section, une courte prière.

La section sur la paix, sans être technique, est nettement la plus substantielle du livre. Boff rappelle trois théories explicatives de l'absence de paix : la théorie de René Girard sur la violence sacrificielle; la théorie psychanalytique sur la pulsion entre Éros et Thanatos; la théorie religieuse sur la rupture instituée par l'être humain d'avec l'ordre sacré du monde. Mais qu'est-ce donc que la paix? C'est sans doute le fruit de l'ordre, mais aussi de la concorde et de l'union des cœurs. Boff distingue le symbolique qui tient les choses ensemble du diabolique qui tend à les séparer. On devient un instrument de paix en marchant à la suite de François. Se réconcilier avec soi-même, avec la communauté des frères, dans une société toujours marquée par l'injustice, dans l'ouverture à la nature et au milieu écologique.

Quant au commentaire des strophes, il s'agit d'une méditation à voix haute, enracinée dans l'Écriture, dans la tradition franciscaine, dans la théologie, dans les diverses disciplines scientifiques.

Dans l'ensemble, cela donne un magnifique petit livre, à la fois simple, profond et chaleureux. Un livre fervent qui associe constamment la question sociale et la dimension psychologique, l'ouverture à la nature, la confiance au Dieu créateur, l'ouverture à toutes les religions dans un enracinement chrétien et franciscain indubitable.

J'ai été un peu surpris que la traduction ait été réalisée à partir de la version anglaise et non de l'original portugais. Mais j'imagine que Boff avait révisé cette version anglaise. Le texte proposé en français est d'une belle lisibilité. Ainsi cette petite réflexion : « Pourquoi la mort? C'est elle qui permet au désir de

connaître sa suprême réalisation [...] Par notre intégration à l'être essentiel, nous accédons à une nouvelle forme de vie et de présence à l'univers. La mort, en somme, est une belle innovation de la vie. »

ANDRÉ BEAUCHAMP

## Origine

JEAN FRANÇOIS CASABONNE, *JÉSUS DE CHICOUTIMI. UNE PERSÉIDE DE DAMAS*, ÉDITIONS DU SILENCE, MONTRÉAL, 2001, 94 P.

Ce petit livre se lit d'une seule traite, tant le souffle qui le traverse est fort. Le lecteur, appelé « œil » à quelques reprises dans le texte, est littéralement propulsé vers la sortie, sans pouvoir se



retenir à quelque branche ou se cacher dans quelque repli. Il participe à un accouchement, à une mise au monde avec ce qu'elle comporte de douleur, de violence et de combat, de cri sur fond de silence. Accouchement d'une vérité, d'une personnalité mature. Histoire de clin d'œil, histoire de naissance.

Les mots se bousculent, dansent et s'entrechoquent à mesure qu'ils s'énoncent. Déclamés sur papier, ces mots sont lus, mais ils parviennent à l'oreille avant même de s'imprimer dans les yeux. L'œil écoute. Paradoxalement, l'éditeur se nomme « Silence »!

C'est l'histoire d'un homme qui retrace son père biologique dont il ne sait rien, sinon ce que sa mère lui en a dit avant de mourir. Un secret l'habite dont il lui faut percer la nuit à tout prix, car ce secret l'emprisonne et l'empêche de naître à lui-même. Peur, doute et désir de savoir se superposent dans le cœur de celui qui cherche et qui espère. Découvrir ses origines, entrer en contact avec sa propre source lorsqu'on est au mitan de sa vie est une véritable aventure! Gêné, le lecteur s'excuse presque d'être là, présent à la scène de retrouvailles et lors des grands moments de la vie que traverse la mort. Cependant, il reste toujours œil à l'écoute d'une parole, jamais voyeur.

Ce livre montre bien combien la filiation et l'inscription dans les générations est une question vitale. Même lorsqu'il connaît ses origines, chaque être se retrouve face à un choix : se donner soi-même la vie ou la recevoir de celui et de celle qui l'ont précédé et conçu par leur union, leur désir et leur parole. Pour être pleinement humain, chacun doit consentir à ne pas être sa propre source. L'itinéraire décrit ici comporte un côté bouleversant, empreint de force et de tendresse, de respect et de ténacité. Il ouvre un chemin de paix et de réconciliation avec soi et avec les autres. Le pardon, source de vie, est au rendez-vous, devant nous.

ANNE-MARIE AITKEN

# Soirée Relations

Dans la foulée de notre dossier : *Que résiste la langue!*, nous vous invitons à une table ronde sur le thème :

## La langue : simple reflet du monde ou regard sur le monde?

Alors que la langue est souvent réduite à un outil de communication, ne doit-on pas rappeler qu'elle est aussi, et peut-être avant tout, un lieu de création, une vision du monde? N'habitons-nous pas la langue comme elle nous habite, horizon où se meuvent les choses et les êtres, empreinte et trace d'une altérité constitutive de notre identité. À travers elle, ne naissons-nous pas continuellement au monde et à nous-mêmes?

Participeront à la table ronde les écrivains et poètes :  
**Jacques Brault, Hélène Dorion et Émile Ollivier**

Cet événement aura lieu à la librairie Olivieri  
5219, CÔTE-DES-NEIGES (MÉTRO CÔTE-DES-NEIGES), MONTRÉAL  
**MERCREDI 6 NOVEMBRE, À 19 H 30.**

ENTRÉE LIBRE

## Relations

*société politique religion*

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

### ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 32 \$ DEUX ANS : 56 \$

À L'ÉTRANGER (UN AN) : 40 \$

ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : [relations@cjf.qc.ca](mailto:relations@cjf.qc.ca)

par la poste :

**Relations**

a/s Mme Hélène Desmarais

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE (\_\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Je désire également envoyer un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$  
à la personne suivante :

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE (\_\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Montant total : \_\_\_\_\_ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)

Visa  Mastercard

NUMÉRO DE LA CARTE \_\_\_\_\_

EXPIRATION \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_

# LE DEVOIR

*Un témoin  
incontournable*



C'est bien pensé,  
**bien écrit.**  
C'est différent...

**Le journal indépendant**